

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

VENDREDI  
 26 MARS 1976

■ Giscard d'Estaing a comparu devant la télévision en position d'accusé. Aujourd'hui sur la défensive, il se trouve confronté à la plus forte offensive ouvrière du septennat. Sans aucune centralisation mais avec un haut niveau de combativité et d'insolence, les travailleurs du secteur public et ceux du privé se révoltent contre la dégradation de leur pouvoir d'achat, encouragés par la défaite de la droite aux cantonales.

Dès lors, la question se pose : comment renverser ce régime ? Le mouvement actuel est essentiellement revendicatif, mais il peut déboucher sur une lame de fond du type de 1968. Dans une telle hypothèse, le problème du pouvoir se trouverait posé par la grève générale, et non dans le cadre constitutionnel des élections. Sans aller jusque là, on peut envisager le développement d'un mouvement gréviste suffisamment important pour paralyser et discréditer le pouvoir en place. Le Parti communiste et le Parti socialiste seraient alors confrontés au problème des élections anticipées, s'inscrivant directement dans leur logique de respect des institutions bourgeoises.

Pour l'heure, les deux grands partis ouvriers liquident la question et manœuvrent, avec la double préoccupation de ne pas avoir à gérer la crise sur la base d'une majorité électorale trop étroite, et de ne pas être projetés au gouvernement par une mobilisation de masse.

Cet attentisme électoral est pourtant lourd de dangers, qui risque d'aboutir à un pourrissement des luttes en cours et de laisser au cœur de la classe ouvrière un sentiment douloureux d'amertume et d'impuissance.

Giscard vient de dire qu'il n'avait rien à dire. PC et PS prennent acte et acceptent pour l'essentiel de s'installer dans une période d'observation pré-électorale. Mais l'impuissance et la paralysie n'ont jamais permis de faire aboutir les revendications, pas plus d'ailleurs qu'elles n'ont permis de gagner les élections.

En développant les luttes, nous ne cesserons de nous tourner vers les partis qui ont ga confiance des travailleurs pour leur dire : assez de tergiversations

A Krivine

## SNCF: LA DIRECTION N'A RIEN CEDE

● Aujourd'hui les cheminots décident de la poursuite du mouvement

La grève nationale a été très largement suivie hier. Malgré la signature du contrat par certains syndicats minoritaires, elle est restée très massive avec même dans certains centres la participation maintenue de cheminots de la FGAAC. Pourtant un trafic réduit a eu lieu sur quelques lignes, la CGT et la CFDT n'ayant pas donné la consigne de bloquer les trains conduits par les jaunes.

Le mot d'ordre de grève nationale avait été lancé pour jeudi et vendredi. La journée d'aujourd'hui est donc décisive pour les cheminots : ils savent que la direction n'a rien cédé. Ils discuteront en assemblée générale de la suite du mouvement. Les choses sont maintenant claires : le gouvernement a choisi la fermeté et ne reculera que contraint par la mobilisation.

Dans certains centres, des responsables syndicaux parlent de reprise du travail sans avoir obtenu satisfaction. En tout état de cause, il apparaît dangereux de décider séparément, dépôt par dépôt, de la suite d'une action de caractère national. Cela pourrait avoir pour conséquence de fragmenter un mouvement dont l'unité a fait la force. « Lutter tous ensemble, décider tous ensemble », cette devise devrait rester celle des cheminots.

(Voir page 7)

● Comment est mort l'appelé du 6° RPIMA p. 8

● L'Argentine sous la botte militaire p. 2

## 15 MILLIONS DE GREVISTES CONTRE LE GOUVERNEMENT ITALIEN

de notre envoyée spéciale  
Anna Libéra

Les augmentations des prix, décidées la semaine dernière par le gouvernement Moro, avaient provoqué des grèves spontanées de protestation dans les principales usines, les directions syndicales ont pris l'initiative d'appeler à une grève générale de quatre heures dans tout le pays, aujourd'hui.

Elles se sont également données les moyens de bien en contrôler son déroulement. Tous les tracts d'appel à la grève mettaient avant tout les travailleurs en garde contre les « provocateurs » des groupes d'extrême-gauche. Sur la première page de l'Unità, journal du Parti communiste italien, la consigne était la même. Les directions syndicales réformistes craignaient par-dessus tout un déroulement qui affaiblisse leur crédibilité, face au patronat et à la bourgeoisie à qui ils font tant de promesses.

La grève et les manifestations d'aujourd'hui ont été assez importantes. Mais elles reflétaient bien la situation très contradictoire qui existe aujourd'hui en Italie. La volonté de lutter est très forte parmi la classe ouvrière, mais la perte de confiance dans les directions réformistes est tout aussi forte. Si les travailleurs ont participé massivement à la grève et aux manifestations, ils en attendaient autre chose que les discours lénifiants des bureaucrates, comme on a pu le voir dans les débordements de Turin et de Milan.

Suite page 2



Manifestants à Milan (Fotolib)

Le Congrès du Mouvement Freinet tient ses assises à Clermont-Ferrand

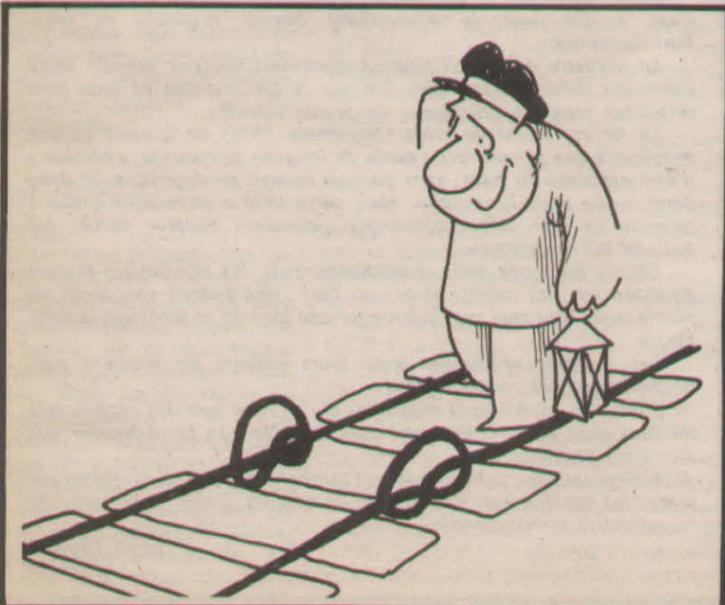
## L'EDUCATION POPULAIRE EN QUESTION

L'accueil, bariolé de dessins d'enfants, qui occupent les murs des couloirs et des salles de réunion, donnent le ton : une certaine chaleur. A la faculté de Lettres de Clermont-Ferrand, le 23<sup>e</sup> « Congrès de l'Ecole moderne » a commencé ses travaux, mercredi 24 mars. 1200 délégués, 14 délégations étrangères, en particulier du Portugal, vont y débattre, jusqu'au 26 mars des perspectives de la « pédagogie Freinet ». Un mouvement qui, en France, affirme rassembler 5000 enseignants mettant en pratique dans leurs classes ces méthodes, et en influencer plus de 20 000.

Un journal confectionné sur place rend compte chaque jour des travaux du congrès. Des parents à l'école aux équipes pédagogiques, en passant par l'autogestion de la classe et des débats journaliers avec les

organisations syndicales (FEN, CGT, CFDT) et politiques (PC, PS, PSU, LCR) invitées, les sujets abordés seront très divers. Deux questions ressortent pourtant : l'élaboration d'un « projet d'éducation populaire » et la discussion d'une « charte des droits et besoins de l'enfant ». Deux thèmes qui illustrent l'évolution du mouvement Freinet : au delà de la confrontation de pratiques pédagogiques, ce congrès débattait d'une « alternative clairement socialiste » aux réformes du pouvoir en matière d'éducation, selon l'expression de Michel Barré, secrétaire général de l'Institut coopératif pour l'Ecole moderne, qui a répondu à nos questions.

(interview en page 9)



## L'ARGENTINE "MILITARISIMA"

### Communiqué

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans l'escalade de la terreur qui s'abat sur le peuple argentin: le CSLPA appelle toutes les forces démocratiques et progressistes à multiplier les actes de solidarité avec les victimes de la répression et en particulier à exiger du gouvernement français l'accueil sans restriction des réfugiés à l'ambassade de France à Buenos-Aires.

Dans une situation déjà dramatique (5000 prisonniers politiques, généralisation de la torture, 2000 assassinats politiques en deux ans, effondrement du pouvoir d'achat avec 500% d'inflation), le coup d'état jette à bas les derniers espoirs d'une issue démocratique. La junte s'apprête à imposer au peuple argentin une répression sans précédent dans le pays.

En encerclant les ambassades, en donnant l'ordre de tirer à vue « contre toute personne surprise à attaquer un service public », les militaires annoncent clairement leur intention d'éliminer sans pitié toute opposition.

Des milliers d'Argentins persécutés et de latino-américains réfugiés en Argentine sont aujourd'hui en danger. Comme pour le Chili, la solidarité internationale doit s'exercer.

CSLPA, 94 rue Notre-Dame des Champs, Paris 6<sup>e</sup>

- Les partis bourgeois dans l'expectative
- Des milliers d'arrestations
- Echec de la greve générale

La période qui s'ouvre en Argentine sera celle du « militarismo », du « très militaire », selon l'expression utilisée par le porte-parole de la junte pour définir la nature du nouveau régime.

Le couvre-feu est maintenu. Les autorités militaires multiplient les perquisitions dans les locaux politiques et syndicaux. Plusieurs milliers d'arrestations ont été opérées. Dans un communiqué, la junte annonce qu'elle a découvert des armes au siège de l'Union ouvrière métallurgique, dont le secrétaire général Lorenzo Miguel (secrétaire général des 62 organisations syndicales des péronistes) a été arrêté avec d'autres responsables.

Si les forces armées argentines ont pris en main tous les leviers de commande du pays, elle laissent planer l'ambiguïté sur le caractère transitoire ou définitif du nouveau régime. A l'évidence elles veulent cultiver la neutralité des secteurs politiques bourgeois opposé au péronisme, comme le Parti radical.

Les militaires n'ont pas changé de quartier. Au lieu de s'installer dans les meubles roccoco de la « Maison rose », le palais présidentiel, le général Videla, l'amiral Massera et le général d'aviation Agosti continuent de préférer les bureaux fonctionnels du building « Libertador », l'immeuble ultramoderne du quartier général des Forces armées. La junte a différé la nomination du général Videla comme nouveau président de la République. De même ce sont simplement des délégués qui ont été nommés pour liquider les affaires courantes dans les huit ministères. Cette attitude rencontre un écho dans les milieux politiques. Le parti radical de M. Balbin se garde bien de toute critique contre la décision des militaires de suspendre l'activité de toutes les organisations politiques. Le coup d'Etat des militaires a bénéficié du consensus de toute une bourgeoisie incapable de résoudre par les canaux constitutionnels la crise du pouvoir.

Ces cercles politiques vont d'avantage chercher à conquérir une influence sur les secteurs « modérés » ou supposés tels de la junte, que d'oser affronter leur courroux en contestant la légitimité du coup d'Etat. Mais pour réaliser ces manœuvres les radicaux espèrent que les militaires sauront éviter le « bain de sang » à la chilienne.

Or, l'objectif prioritaire affiché par les putschistes est d'écraser les groupes révolutionnaires armés, comme l'armée révolutionnaire du peuple (ERP, dirigée par Mario Roberto Santucho) et les Montoneros. Il s'agira très vite aussi pour Videla de casser la volonté de résistance des secteurs combattifs de la classe ouvrière.

Et c'est l'ensemble des autres groupes révolutionnaires que la répression ne va pas manquer de frapper, les noyaux trotskystes de la Ligue communiste et de la Ligue communiste révolutionnaire, le Parti socialiste des travailleurs (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale), le GOR (groupe ouvrier révolutionnaire) et Poder Obrero (groupe local).

La greve générale, lancée au tout dernier moment par les directions officielles du péronisme a été peu suivie. Certes les putschistes avaient décrété que les usines étaient désormais « domaine militaire ». Des patrouilles de soldats ont circulé dans les banlieues industrielles avec l'ordre



Buenos Aires : la présidente Maria Estela Peron quitte le palais présidentiel de la Casa Rosada, dans un hélicoptère des forces armées pour être expédiée en résidence surveillée à El Messidor à 1700 Km au sud de Buenos Aires.

de tirer sur toute manifestation. Mais en fait, la classe ouvrière n'était pas prête à se mobiliser pour défendre un régime qui a provoqué la plus forte chute du niveau de vie des trente dernières années et dont la répression (assassinats de l'AAA, arrestations de syndicalistes combattifs) a dépassé celle des précédentes dictatures militaires. La classe ouvrière argentine comprend aussi que l'épreuve de force avec les militaires sera une confrontation sans merci qui ne peut être improvisée. Les ouvriers argentins savent qu'ils n'ont rien à attendre

d'un régime militaire qui n'a même pas cru bon envelopper son coup d'Etat d'un minimum de démagogie populiste. L'épreuve de force ne pourra pas se limiter entre militaires et combattants de l'ERP et des Montoneros. Dès le début, les « bavures » contre les secteurs combattifs de la classe ouvrière seront inévitables. A cet égard, l'évolution dans certaines villes, comme Cordoba, où le mouvement ouvrier a été à la pointe des dernières luttes, et où le débordement de la bureaucratie syndicale péroniste a été le plus avancé sera un test.

### ITALIE

#### UNE NOUVELLE REGION ROUGE

L'Italie compte mercredi soir une nouvelle région « rouge », le Latium, après l'élection d'un conseil régional dirigé par les communistes et les socialistes.

Le Latium (en italien Lazio), région de Rome, est désormais dirigé par une « junte » composée de six communistes et quatre socialistes, avec l'appui extérieur des sociaux-démocrates.

Les régions italiennes, au nombre de vingt, disposent de larges pouvoirs législatifs et financiers depuis 1970. Après les élections régionales du 15 juin 1975, le Parti communiste avait progressé d'une façon spectaculaire (+ 5,1 %) et il dirige désormais avec la nouvelle région du Lazio, six régions : l'Emilie, la Toscane, l'Ombrie, la Ligurie, le Piémont et le Lazio.

Le gain par la gauche italienne d'une nouvelle région risque de déboucher sur une crise à la municipalité de Rome, détenue par les démocrates-chrétiens, où des élections doivent avoir lieu au printemps, avec des grandes chances pour les communistes d'emporter la mairie.

#### UNE JOURNEE DE GREVE GENERALE A TURIN

Suite de la page une.

A huit heures ce matin, Turin est une ville morte. Pas de tramway, tous les magasins et cafés sont fermés. La greve générale est totale. Seules les grandes banques semblent travailler. Dès neuf heures, les premiers cortèges commencent à confluer vers le centre de la ville. La Via Roma, où se dressent les grandes banques et les immeubles de la Stampa, journal d'Agnesi, est pleine de banderoles et de drapeaux rouges. Des sifflets et des tambours improvisés résonnent sous les arcades. Mélangés, arrivent les cortèges des travailleurs des hôpitaux, des postes, de la Fiat-Mirafiori, de la Siemens, des étudiants, des travailleurs du spectacle, de nombreuses usines métallurgiques, le syndicat des locataires, le syndicat des chômeurs. Les mots d'ordre sont nombreux et tous centrés contre le gouvernement : « Va ancullo, governo Moro ! » (que l'on peut traduire poliment par « va te faire foutre, gouvernement Moro ! ») est le plus souvent repris. Mais aussi : « Assez de la DC ! Gauche unie au pouvoir ! ». Et les femmes, fortement mobilisées, crient : « Oui, oui, oui, avortons la DC ! »

Alors que la place San Carlo est déjà à moitié pleine, le cortège le plus attendu arrive : celui de la Fiat-Mirafiori. Ils sont plusieurs milliers et c'est de loin le cortège le plus combatif.

Bruno Trentin, dirigeant syndical communiste commence un discours qui se prolongera pendant plus de trois-quarts d'heure. Mais

déjà un cortège commence à se former en direction de la préfecture. A sa tête, les travailleurs d'avant-garde de la Fiat-Mirafiori et de plusieurs usines de construction automobile. Ils sont suivis par les travailleurs d'extrême-gauche (Lotta Continua, Gruppi comunisti rivoluzionari et plus tard, Avanguardia operaia). Malgré la pression des directions syndicales, le cortège s'ébranle avant la fin du discours de Trentin. Environ 10 000 personnes se retrouvent devant la préfecture (il y en avait environ 30 000 à la manifestation syndicale), puis le cortège défile dans toute la ville. Le PDUP (Parti d'unité prolétarienne) rejoindra finalement le cortège. Là-aussi, les mots d'ordre centraux sont contre le gouvernement. Des critiques plus précises sont lancées aux réformistes : « Camarade Berlinguer, aujourd'hui plus que jamais, ou tu es avec la DC ou tu es avec les ouvriers ! ».

A Milan, les directions syndicales avaient également tout fait pour contrôler la manifestation de ce matin. Aucun transport n'avait été organisé pour permettre aux travailleurs des grandes usines de la banlieue de venir (par exemple, Alfa Romeo se trouve à 25 km du centre de la ville). Malgré cela, la manifestation a connu une participation importante et un cortège à l'initiative des militants d'extrême-gauche a réussi à drainer quelques milliers de personnes vers la préfecture.

A.L.

#### LE REGIME DES PRISONS

25 mai 1973 : à la fin de la dictature militaire, les 500 prisonniers politiques sont libérés par une manifestation populaire.

— 24 mars 1976 : La fin du gouvernement péroniste, 5000 révolutionnaires et militants syndicaux emplissent les prisons.

A la différence de la dictature 66-73, le gouvernement péroniste n'eut pas seulement à faire face aux actions des groupes révolutionnaires, mais aussi à affronter un mouvement ouvrier indépendant. L'emprise de la bureaucratie « syndicale » ne suffisait plus à maintenir la montée des luttes, et le gouvernement dut trouver de nouvelles formes de répression.

d'une part, l'AAA (Alliance anti-communiste argentine) se chargea du travail illégal, 2000 personnes furent ainsi assassinées, dont plusieurs dizaines de délégués ouvriers.

D'autre part, une nouvelle législation vint renforcer l'appareil répressif. Deux lois furent votées, contre la « guérilla industrielle », c'est à dire tout le mouvement ouvrier combatif et anti-bureaucratique.

Le ministre du travail pouvait désormais déclarer illégale toute greve qui débordait le cadre fixé par la bureaucratie et faire emprisonner tous les principaux dirigeants ouvriers.

La loi sur l'Etat de siège (Novembre 1974) ne laissait qu'une possibilité aux prisonniers : après de longues démarches, « obtenir » d'être expulsés du pays, sans pouvoir revenir en Argentine, ni dans aucun pays limitrophe. Mais cette unique possibilité grâce à laquelle environ 2000 prisonniers pouvaient espérer partir, est aujourd'hui supprimée.

Depuis quelques mois, quotidiennement, les prisonniers étaient agressés par des rafales tirées en l'air ; des sirènes sonnaient en pleine nuit. Tout ceci pour provoquer une tension psychologique constante.

Les femmes enfermées avec leurs enfants en subirent particulièrement les conséquences.

Jusqu'ici, toutefois, il était possible de faire agir des organismes humanitaires pour rendre publiques les atteintes permanentes aux droits de l'homme.

Maintenant les militaires feront tomber une chappe de plomb sur toutes les exactions qu'ils voudront commettre. D'où l'importance de la solidarité internationale.

Sergio Cabrera  
A. Vitold

## TCHECOSLOVAQUIE

### VERS DE NOUVEAUX PROCES POLITIQUES ?

A quelques semaines de l'ouverture du XV<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste Tchécoslovaquie (PCT) une campagne anti-oppositionnelle bat son plein en Tchécoslovaquie. Tout a commencé lorsqu'un agent du S. T. B. (Services Secrets Tchécoslovaques) est rentré dans son pays après avoir passé plusieurs années à Radio Free Europe, une station financée par la CIA et émettant en direction des pays de l'Est. Depuis, tous les jours, la presse publie en feuilleton ses « révélations » qui accusent différentes personnalités oppositionnelles d'avoir partie liée avec la CIA.

Le cœur de l'argumentation est simpliste : Radio Free Europe aurait payé, sur un compte bancaire en Suisse, des textes oppositionnels commandés à Dubcek ou à d'autres personnalités du « Printemps de Prague ». A l'appui de ces affirmations, le transfuge publie quelques lettres ramenées de son voyage, qui prouveraient les liens entre l'opposition et la CIA.

Zdenek Mlynar, ancien membre du BP durant le Printemps de Prague, mis en cause par la campagne actuelle, n'a pas manqué de répondre à ces attaques : « Aucun de mes textes, aucune de mes actions ne m'ont jamais été commandés par Radio Free Europe ou qui que ce soit d'autre, et furent toujours le résultat d'une décision personnelle (...) Personne, critiquant une dictature politique quelconque, ne peut empêcher que d'autres qui critiquent aussi cette dictature, bien qu'avec un projet politique différent, n'utilisent sa critique. La responsabilité en incombe à la dictature politique elle-même puisqu'elle supprime toute critique normale dans la société, toute discussion et échanges d'opinions qui per-

mettraient de différencier les objectifs politiques des critiques ».

Cette provocation ne mériterait pas plus qu'un ricardement si, derrière cette campagne, ne se profilait des menaces précises de nouveaux procès politiques. C'est ainsi que le philosophe Karel Kosik, ancien membre du comité central du PCT en 1968, a révélé qu'il avait été convoqué au siège de la police pour y signer un document l'avertissant que « son comportement le conduisait vers des activités illégales en vertu des paragraphes 98 et 112 du code pénal » (subversion contre la République et activités contraires aux intérêts de la Tchécoslovaquie à l'étranger). D'autres démarches policières analogues ont été faites dans les milieux de l'opposition au cours des dernières semaines.

Cette campagne, une fois de plus, souligne la faiblesse du régime instauré par les tanks en 1968. En effet, il ne s'est pas produit un seul événement politique important depuis cette date, sans que la direction actuelle du PCT ne se sente obligée d'intervenir contre l'opposition. Il en a été ainsi lorsque Dubcek, au début de l'année dernière, a rendu publique sa lettre protestant contre les atteintes à la légalité et que la police a monté une vaste opération contre les opposants.

Si toutes ces campagnes gouvernementales ont finalement renforcé le crédit de l'opposition dans la population, il faut souligner que celle d'aujourd'hui s'inscrit dans une phase de raidissement idéologique et d'orthodoxie stalinienne particulièrement réaffirmée. A ce titre on peut douter que, cette fois, le régime en reste au seul niveau des menaces.

Tibor Sereti

## LIBAN

### FRANGIE S'ACCROCHE A LA PRESIDENCE

Après plus de cinq jours de combats acharnés, Kamal Joublatt, porte-parole de la gauche continue d'exiger la démission de Frangié comme préalable à tout cessez-le-feu. Le président Frangié s'est réfugié à Jounieh après le bombardement du palais présidentiel. Malgré l'appel de son frère

qui l'invitait à démissionner, Frangié s'accroche à son poste.

Pierre Gemayel, leader des phalanges, déclarait jeudi « la patrie en danger ». Malgré la précarité de sa situation, il maintient son intransigeance politique.

### Une clarification nécessaire

Devant le soutien de plus en plus évident accordé par la Syrie au président Frangié et aux partis d'extrême-droite, la gauche a pris l'initiative des affrontements.

A l'origine cependant, la Syrie était plutôt favorable à l'action du Général Ahdab, responsable du coup d'état du 11 mars. Peu de temps au paravant, la Saïka (organisation palestinienne pro-syrienne) avait diffusé une circulaire interne dont l'axe principal (il faut empêcher les forces de rébellion au sein de l'armée libanaise d'occuper des positions importantes dans le pays), justifiait a priori le coup d'Etat.

Mais, devant la précarité de la situation du général Ahdab et le refus de Frangié de démissionner, la Syrie, craignant qu'une reprise des affrontements ne mène à une victoire de la gauche qui affaiblirait sa position au Liban, décida d'appuyer le président en difficulté.

Pour empêcher la progression des forces rebelles de Khatib (Armée du Liban arabe), la Syrie dépêcha des régiments de l'Armée de libération palestinienne (A.L.P., force régulière palestinienne encadrée par des officiers syriens) dans le sud du pays. Pour dissuader les habitants du quartier de Nabaa, à l'est de Beyrouth, de tenir une manifestation anti-Frangié qui risquait de prendre un tour anti-syrien, la Saïka mit en place un fort dispositif de blindés.

Une telle position ne pouvait que provoquer l'affaiblissement de la Syrie ; son audience au sein de la population des quartiers musulmans décroît, de nombreux libanais qui avaient rejoint les rangs de la Saïka, en échange d'un fusil, désertent. L'attaque a été menée conjointement par les forces de gauche, la résistance palestinienne et l'Armée du Liban arabe. Elle vise à repousser les militants de l'extrême-droite dans leurs quartiers chrétiens. Dans la montagne libanaise, fief des chrétiens, peu touchée jusqu'à présent par les affrontements, les militants druzes sont passés, pour la première fois, à l'offensive. Joublatt, qui est à la fois dirigeant de la

communauté druze et leader réformiste de la gauche, a compris qu'il jouait là sa position politique.

Les combats aujourd'hui n'ont plus le caractère d'affrontements entre quartiers, comme dans les phases précédentes de la guerre civile, mais mettent directement en contact les forces militaires des deux camps. La gauche a littéralement enfoncé les combattants phalangistes dont la tentative de riposte après la prise de l'hôtel Holiday Inn n'a pas duré. L'assaut contre le ministère de l'Intérieur (le Sérail) a accentué sa défaite.

L'aspect confessionnel du conflit est moins fort que précédemment. Si le bombardement des régions se poursuit, créant de nombreuses victimes parmi la population, la dimension politique des af-

frontements, la configuration des zones de combats, l'existence d'affrontements marginaux au sein de la communauté chrétienne influent sur la prise de conscience des combattants.

Un élément important est la rupture du front « islamo-progressiste ». En décidant de lancer son offensive, afin de négocier en position de force, la gauche a rompu les liens qu'elle avait maintenu — souvent au prix de concessions politiques importantes — avec la bourgeoisie musulmane.

Deux questions clefs sont au centre des combats qui, chaque jour ravagent le Liban : les formes du nouveau pouvoir et les relations futures entre la Syrie et la résistance palestinienne. Petit à petit, la clarification s'opère.

R. Brestar



## URSS

### APPEL POUR LA LIBERATION DE MICHAEL STERN

Cinquante prix Nobel lancent un appel pour la libération du médecin juif ukrainien, Mikhael Stern, condamné le 25 mars 1975 à huit ans de travaux « correctifs » dans un camp à régime renforcé. Le motif officiel est qu'il aurait reçu au cours de ses vingt ans d'exercice des « pots de vin » : deux oies, un coq, soixante dix oeufs et 775 roubles (4600 F.F.).

En réalité ce qu'on lui reproche, c'est de ne pas s'être opposé à la demande d'émigration que ses deux fils avaient osés déposer. Le docteur Stern est gravement malade, c'est sa vie qui est en jeu.

Nous soutenons cet appel qui a notamment reçu les signatures de : S. Beckett, J.P. Sartre, J. Monod, A. Kastler, A. Lwoff, F. Jacob.

• Amnesty International s'élève contre le report du procès du secrétaire de sa section de Moscou. Andreï Tverbokhlebov est détenu depuis plus d'un an sans jugement, sous l'inculpation de « diffamation contre l'Union Soviétique, alors que la loi soviétique, elle-même limite à neuf mois la détention provisoire.

## BIRMANIE

• Pour la quatrième fois en deux ans, les universités birmanes, points chauds de l'opposition, ont été fermées mercredi à la suite de manifestations hostiles au gouvernement. La situation est aujourd'hui tendue dans la capitale birmane : l'armée est en état d'alerte, l'aéroport de Rangoon est fermé et des arrestations d'étudiants ont été opérées.

Certains étudiants continuent à occuper l'université des Arts et des Sciences de Rangoon.

Ces événements font suite à l'arrestation de Tin Maug O, présenté par la police comme un « gauchiste » et un leader étudiant, ainsi qu'à la découverte d'un soi-disant « complot étudiant contre le gouvernement ».

ACHETEZ  
ROUGE  
TOUS  
LES JOURS  
DANS LE MEME  
KIOSQUE

## INDE

### 9 MOIS APRES LA PROCLAMATION DE L'ETAT D'URGENCE

- Vague de grève au Bengale
- Répression contre le mouvement naxalite

Neuf mois après la proclamation de l'état d'urgence qui suspendait les droits démocratiques (presse, organisation, grève, etc.) et permettait l'arrestation de plusieurs dizaines de milliers d'opposants, le gouvernement d'Indira Gandhi doit affronter de nombreuses difficultés.

On assiste au Bengale depuis quelques mois à une multiplication des grèves, en particulier à Calcutta où partis ouvriers et syndicats sont fortement implantés. La grève de l'usine Bata (12 300 ouvriers), la plus grande usine de chaussures d'Inde, prend l'allure d'une réelle épreuve de force avec le gouvernement. Cette grève, illégale, dure depuis plus d'un mois. Les ouvriers se battent pour le maintien d'un « bonus » supprimé par le gouvernement sans que ce dernier n'ose intervenir, craignant la réaction des travailleurs.

D'autre part, lors d'une réunion du gouvernement à New-Delhi, le gouvernement a décidé de renforcer la lutte contre « les extrémistes ». Une série de mesures, visant plus particulièrement les Naxalites ont été prises : renforcement de l'appareil policier, des services de renseignement, etc.

Le mouvement naxalite, maoïste, avait été démantelé lors de la campagne de répression de 1970-1971. Des centaines de militants avaient été assassinés et plusieurs dizaines de milliers de

militants, qui avaient été arrêtés à cette occasion, croupissent toujours en prison. Mais le mouvement semble s'être réorganisé et a repris, dans la clandestinité, ses activités. Les Naxalites sont actifs dans les provinces du Bengale, de Kerala et d'Andhra Pradesh ; ils ont réussi à faire évader plusieurs dizaines de leurs des prisons de Calcutta et Bombay. La presse, bien que soumise à la censure, a fait état à plusieurs reprises d'affrontements armés avec des policiers.

Le Premier ministre indien, Indira Gandhi, peut réaffirmer à l'usage des régimes occidentaux son attachement à la démocratie. Incapable de trouver d'autres solutions à la crise sociale profonde du pays que la répression et l'arrestation massive d'opposants et de syndicalistes, elle se heurte aujourd'hui à une opposition de plus en plus résolue des travailleurs et de la population. Seule l'incapacité des grands partis ouvriers, du Parti communiste indien, pro-Moscou, favorable à l'état d'urgence, du Parti communiste indien (marxiste), réformiste indépendant et du Parti communiste indien (marxiste-léniniste), naxalite, à offrir une perspective politique à cette opposition au régime, permet à la bourgeoisie indienne de maintenir sa domination.

Frédéric Carlier

MIDI VITICOLE

## LE TEMPS DE LA COLÈRE

De nos correspondants à Montpellier  
R. Lenoir et C. Sullivan

Résumé de la première partie : Le Midi viticole se meurt d'avoir cru aux promesses du pouvoir. La masse des petits viticulteurs n'arrive plus à supporter le poids de la concurrence des gros négociants, et c'est la misère. Yves, ce vigneron des Corbières, endetté vit ou plutôt tente de vivre avec moins de 500 F par mois.

### (2) Vin et capital

Pierre Ramel, le négociant de Mexemieux dont les chais furent détruits par le commando viticole de l'Aude, en février dernier, déclarait : « je ne suis pas plus fraudeur que les autres négociants ». Lorsque l'on sait que ce monsieur a fait l'objet de 14 procès et que le dernier remonte à peine à janvier 1976, on mesure à quel point la fraude est la pratique courante du capital dans le milieu de Ramel. Pratique courante mais aussi appui haut placé puisque Ramel obtenait, en janvier, le témoignage de Fourcade établissant que la direction du contrôle des prix était d'accord avec une telle pratique. On ne pouvait être plus clair. Cette mansuétude de la justice contraste diablement avec l'attitude qu'elle adopte vis à vis des petits. Ainsi que le soulignait Romain, porte parole du CRAV : « Il y a deux justices, celle pour Ramel et celle pour les viticulteurs ». Le triste cas de Vidal, vigneron de la région, est là pour le prouver. Celui-ci a un chiffre d'affaire annuel de 80 000 F. Et voilà qu'il est condamné à verser une amende de 130 000 F pour « présomption de mouillage », amende augmentée de 210 millions

par le Trésor qui argue d'une « présomption » remontant à vingt ans. « Nous avons à faire à un véritable mur de protection » précisait un dirigeant viticole.

#### Le négoce, tête de pont du capital :

Traditionnellement, deux types de négoce se cotoient, ici : l'un régional et dispersé qualifié « d'expéditeur », l'autre, fortement concentré et lié aux principaux groupes financiers, qui reçoit et distribue les vins, sans attache régionale ; c'est le négoce « destinataire ». Jean Huillet, porte-parole des Comités d'Action Viticoles de l'Hérault nous expliquait qu'un plan de reconversion des gros négociants en vin était prévu et que le pouvoir préparait des « chaînes d'embouteillage », au seul bénéfice des trusts verriers et de BSN.

Le « statut viticole » de 1935, qui limitait les possibilités d'accumulation du capital par le négoce, garantissait un minimum de droits aux viticulteurs. Aujourd'hui, il permet à la bourgeoisie de maintenir un certain calme dans la paysannerie en ralentissant la dissolution de l'exploitation familiale. Mais, en 1971, le Marché commun, ce Yalta économique ainsi que le nomme



Huillet, permet au négoce d'importer librement le vin italien (par ailleurs totalement contrôlé par le négoce international) mettant ainsi du jour au lendemain la viticulture en position de surproduction permanente. Le gros commerce en profite pour augmenter ses profits et se restructurer en intégrant « le négoce régional ». Intégration qui, par ailleurs, a semé des illusions parmi certains dirigeants du CAV quant aux possibilités d'alliance anti-trust avec ce commerce local.

Si en 1972, renouant par là avec un nationalisme de mauvais aloi, les viticulteurs s'en prenaient aux « vins italiens » c'est aujourd'hui à ces trusts internationaux et aux grandes banques que s'en prennent « les travailleurs de la vigne » sans épargner le négoce français, et dénonçant l'absence de garantie d'un revenu minimum pour tous les viticulteurs qu'ils soient de ce côté-ci des Alpes ou de l'autre. Et l'échec des rencontres avec les organisations professionnelles italiennes ne trouve son unique explication que dans la nature « maffiosée » du syndicalisme paysan italien, semblable en ce sens à son homologue français. Il n'en demeure pas moins qu'il existe une très forte solidarité entre viticulteurs italiens et français.

signification : celui du Centre National des Jeunes Agriculteurs propose de restructurer la production en fixant un prix d'orientation tandis que les autres projets (PS, PC, Caves coopératives) se contentent de donner un prix minimum mais pas de garantie d'un revenu de base. Le point commun de tous ces offices, comme celui de l'Office-bidon du pouvoir est de prévoir la représentation du négoce et de ne donner aucun droit de veto aux viticulteurs. Ce qui n'a pas empêché les dirigeants viticoles de décider d'y participer. Or, pour être une arme aux mains des petits et moyens viticulteurs, l'Office doit être doté du droit de veto, laissé aux délégués élus et révocables des comités d'action viticole des cantons et villages. De plus, l'Office doit pouvoir contrôler tout le marché du vin (ce qu'il ne fait pas actuellement). Et tout cela passe par l'expropriation du négoce, le seul bénéficiaire de la situation présente. Les dirigeants viticoles, bien qu'en reconnaissant que l'Office « est une arme contre la viticulture » y participent, se faisant des illusions quant à leur capacité à le transformer en un « instrument économique » pour défendre le produit « vin » alors qu'il est destiné à fonctionner comme l'Office des Blés et à s'en prendre directement aux hommes.

Le but du combat est clair : lutter d'arrache pied contre l'Europe des trusts, contre cette reconnaissance d'une économie et une législation au service d'une minorité : les trusts internationaux. Demain : « LUCHAR E VIURE AL PAIS »

#### Exproprier les négociants ?

La politique de Chirac (« qualité » et structuration capitaliste de la production) n'a profité qu'à l'unique catégorie qui peut s'en sortir : les gros producteurs. C'est dans ce cadre que les différents projets d'Office du Vin prennent toute leur

### Midi : l'armée s'installe

Lors des manifestations de viticulteurs, le 401<sup>e</sup> RA de Nîmes était mobilisé, l'arme au pied. Sa section d'intervention était équipée de masques à gaz et de P.M. A Perpignan, deux sections du 24<sup>e</sup> RIMA avaient été envoyées à Narbonne pour protéger une installation radar. Les bidasses des casernes de la région étaient tous consignés.

Cette mobilisation prend tout son sens après la restructuration de cette région militaire qui maintenant couvre tout le Midi

(25 départements à partir de Lyon). Qu'on imagine : un commandement inter-armes unique contrôlant à la fois les corses et les occitans, ayant à sa disposition le Larzac et Canjuers, contrôlant les frontières italiennes et espagnoles ! Au cas où on aurait encore des incertitudes sur les véritables missions de l'armée, on est maintenant fixé.

C'est dans ce contexte que le Conseil d'Etat vient de confirmer l'expulsion des paysans de Larzac. Tout cela est, somme toute, « très logique ».

### Montpellier :

#### DU RIFI ET ENTRE UDR ET RI

Le fossé se creuse entre la fédération UDR de l'Hérault et la majorité « Républicains Indépendants » de Montpellier, composée de nostalgiques de l'Algérie française dirigés par un dénommé Delmas

L'UDR accuse les RI d'avoir « sorti » un conseiller général « sortant » en investissant des moyens considérables (30 millions) en faveur d'un autre. De surcroît, l'UDR proteste contre le refus des salles de réunion pour les organisations politiques, à commencer par elle ! Par voie de presse, l'UDR demande que la loi anti-casseurs s'applique aux colleurs et service d'ordre du rapatrié RI Dimiglio qui sont allés attaquer la maison du député socialiste Freche. Mais ce sont surtout les attaques contre le pouvoir qui sont surprenantes : rappelant

qu'il y a un million de chômeurs, l'UDR écrit « Les français attendent du pouvoir qu'il facilite la création d'emplois et non qu'il offre à quelque uns d'entre eux, l'espace d'un soir, et dans la tradition de la défunte monarchie, une place à l'Opéra ».

Le communiqué explique aussi que « les seuls effets du prétendu aménagement du territoire reviennent à faire crever les entreprises de l'arrière pays pour créer quelques emplois de surnuméraires chez les limonadiers ». Il dénonce le fait que le « prix du vin ne cesse de s'avilir et les fraudeurs continuent à s'enrichir au détriment des producteurs ». Il dénonce enfin les fermetures d'entreprises... Apprendra-t-on bientôt que le PS de l'Hérault accueille de nouveaux transfuges ?

il y a... 27 ans

Les nôtres : Jean Raffin Dugens



Le 26 mars 1949, à la mort de Jean Raffin Dugens, disparaissait une des grandes figures de la classe ouvrière et de l'internationalisme révolutionnaire.

Instituteur entré au Parti socialiste en 1898, Raffin Dugens est élu député de l'Isère en 1910, et le reste jusqu'en 1919. Pendant la guerre impérialiste de 1914-18, il refusa de sombrer dans le chauvinisme des chefs de la I<sup>re</sup> Internationale et assista du 24 au 30 avril 1916 à la conférence de Kienthal (Suisse), après Zimmerwald, regroupa les militants socialistes internationalistes qui défendaient les principes du défaitisme révolutionnaire. Il y rencontra Lénine et discuta avec lui des questions françaises. Fidèle aux décisions prises à Kienthal, il vota constamment, au Parlement, contre les crédits de guerre, avec Pierre Brizon et Alexandre Blanc qui appartenaient à la minorité longuetiste du Parti socialiste.

En décembre 1920, au congrès de Tours du Parti socialiste, il représenta la majorité du département de l'Isère pour l'adhésion à la II<sup>e</sup> Internationale. Il fut donc l'un des fondateurs du Parti communiste de l'Isère où il ne cessa pas de militer.

Pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, il réprouva le chauvinisme de son parti. A la libération il rentra en opposition avec la politique de capitulation du PCF et fut exclu, sans même être entendu par sa cellule.

Après 47 ans de vie militante à la I<sup>re</sup> et à la II<sup>e</sup> Internationale et malgré son grand âge, il décida d'adhérer à la IV<sup>e</sup> Internationale. Avec d'autres vieux militants de l'Isère, eux aussi fondateurs du PC : Charles Martel (paysan travailleur) et Horace Martin (cheminot), il signe un manifeste où l'on peut lire notamment : « Nous avons trouvé dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale tout ce que nous demandons à un parti révolutionnaire... Nous savons que cette voie n'est pas facile, que nous sommes encore une minorité. Mais il nous est arrivé déjà une fois dans notre vie, et nous en sommes fiers, de marcher avec un si petit nombre d'hommes que cela pouvait paraître décourageant : c'est lorsqu'en 1914, nous suivions la politique révolutionnaire de Lénine contre l'Union sacrée... Aujourd'hui nous nous rallions à l'organisation dont la ligne théorique, longuement mûrie à la lumière de toutes les expériences économiques et politiques, est aussi ferme que le fut celle de Lénine. »

### COURRIER DES LECTEURS



au moins). Rouge reste le bulletin de l'organisation LCR, donc deux questions :

1) Rouge veut-il rester le quotidien de la LCR et de ses sympathisants ?  
2) sinon ne conviendrait-il pas de changer le titre du journal, qui par lui-même rappelle trop l'hebdo, considéré à juste titre comme le journal de la seule LCR ? d'élargir l'équipe rédactionnelle c'est-à-dire transformer le journal lui-même en une « tribune libre » ouverte au moins aux principaux mouvements de l'extrême-gauche ?

R. D. R. Toulouse

#### Pour un journal d'union

Le problème principal pour un quotidien est en fait son équilibre financier précaire. Aussi convient-il, sans doute, d'élargir au maximum son audience. Ce quotidien, donc, doit par nécessité s'ouvrir vers les lecteurs « étrangers » à l'organisation dont il émane peu ou prou. Par conséquent il doit aussi « ouvrir » son contenu même du journal à des éléments qui ne sont pas militants de la LCR. C'est sans doute possible, votre volonté, puisque une « large tribune libre » tient une ou deux pages chaque jour. Mais encore faudrait-il :

1) que les membres d'autres organisations veuillent bien y écrire, ainsi que les « inorganisés ».

2) que le quotidien soit perçu par le public comme une « tribune libre », un journal « d'union », actuellement, pour les gens qui seraient susceptibles de lire un quotidien d'union de l'extrême-gauche (d'une certaine extrême-gauche,

#### Un ancien député communiste

... Je vous félicite pour les premiers numéros de Rouge Quotidien. Je sais que l'on ne félicite pas un révolutionnaire pour son travail, on lui dit simplement : « Tu as bien rempli la tâche que l'on t'avait confiée ». Eh bien, camarades, vous avez bien rempli votre tâche... Donnez de temps en temps, de bons coups de butoirs à la clique giscardienne ainsi qu'à l'électorat bourgeois que le PC considère comme une tâche importante, au moment où l'Etat capitaliste avec le grand patronat attaque plus que jamais les travailleurs. Je vous demanderai de faire une fois par semaine un ou deux articles sur la situation de la petite paysannerie travailleuse ainsi que sur les travailleurs agricoles... Encore une fois, bon courage camarades. Salutations révolutionnaires.

Jules Fourier, ancien député communiste du Front populaire.

Après l'allocution télévisée

## LE GISCARD EST EN BAISSSE

### CRISPE

Giscard a-t-il convaincu ceux qui ont massivement voté pour la gauche aux cantonales, ceux qui ont voulu exprimer leur « insatisfaction » et leur « inquiétude » ? Il ne leur a même pas adressé la parole, se contentant de rabâcher les vieilles rengaines sur la « modération » et la « responsabilité » des revendications.

Giscard a-t-il convaincu, au moins, sa majorité devenue minorité, ce rassemblement de possédants et d'apeurés ? Les réactions des « Echos » et du « Figaro » sont empreintes d'une retenue polie. Les uns le trouvent encore un peu trop « réformiste », les autres notent simplement sa « prise de conscience ».

Le giscardisme décrispé, celui des costumes de sport et des causeries au coin du feu est bien mort. Vingt deux mois de navigation à vue et de politique antisociale, derrière le masque des grands projets et du « libéralisme avancé » ont suffi à le discréditer. Il faut maintenant trouver autre chose et commencer par recoller les morceaux d'une majorité qui s'effrite.

Giscard s'y est employé, mercredi soir, en s'efforçant de rassurer les siens. Il a désigné son Premier ministre pour coordonner l'action des partis de la droite, manière habile de couper l'herbe sous le pied à Chirac qui, dans un article du « Figaro » brusquement retiré entre deux éditions avant-hier, proposait de mettre en place un triumvirat des leaders de l'ex-majorité. Giscard a compris que le moment n'est plus aux querelles sur l'Europe, sur les institutions ou sur l'attitude vis-à-vis des socialistes. L'heure est à l'unité et au rassemblement.

En même temps, il s'efforce de sortir de la mêlée. Lui qui, jadis, entendait mener personnellement la bataille électorale de 1978, sent bien que le vent a tourné. Ne se donnant pour tâche que d'informer régulièrement les Français de sa politique, il double la mise à Chirac. Si ce dernier perd, il pourra toujours alors rester à la barre en se prévalant d'une légitimité de quelques dizaines de milliers de voix face à l'écrasante majorité des travailleurs.

C'est bien ce que lui reprochent certains qui constatent que « le régime a glissé de la décrispation au flottement, puis à l'affaiblissement ». Il est vrai que sans projet, sans soutien, sans espoir, on ne peut continuer à faire longtemps illusion. Plus le Giscard baisse, plus le giscardisme est décidément... crispé !

Pierre Julien



### UNE MENAÇANTE SECURITE

Il fallait bien un jour que cela arrivât : dans la fin de son allocution télévisée, comme pour bien en marquer l'importance, Giscard a parlé comme Ponia. « Une de vos préoccupations, je le sais, et je terminerai par elle, c'est la préoccupation de sécurité » a-t-il déclaré. La boucle est maintenant bouclée, les préoccupations d'un ministre de la police, les campagnes hystériques autant qu'insidieuses organisées par ses soins autour de la délinquance et du banditisme, se traduisent aujourd'hui en un axe politique pour la première fois affirmé au plus haut niveau : la « sécurité » devient le grand dessein du régime.

Mais ce pas de plus se traduit par un glissement significatif que Giscard a bien exprimé lorsqu'il a parlé de l'armée, évoquée uniquement dans sa tirade consacrée à la sécurité lorsqu'il y a plusieurs mois a commencé à se développer un climat d'incertitude ou de trouble dans nos forces armées... la Justice a agi pour éliminer les tentatives de désorganisation ». Nous le savions déjà, mais voilà qui est maintenant clairement affirmé : la sécurité des Français est en fait, dans l'optique gouvernementale, la sécurité de l'Etat, et nous pouvons être assurés que cette conception est promise à un brillant avenir. Bientôt le gouvernement tentera de mater des grèves comme celles de la SNCF au nom de la sécurité de la France (qui est celle « des Français et des Françaises » a dit Giscard) qui se doit de protéger ses moyens de transport, ou, lors d'une grève aux PTT, ses moyens de communications.

Des pistoleros de la brigade anti-gang, lâchés avec carte blanche sur tous les hold-up, à la Gendarmerie Mobile (dont on parle de renforcer considérablement les effectifs et les moyens) qui sera chargée de réprimer les grèves et les mouvements sociaux, il n'y a plus qu'une différence de degré que Poniaowski, dans un langage moins compassé que celui de Giscard, a souligné à Europe 1 : « (les syndicats) ont tendance à transformer certaines actions de défense sociale en actions politiques. (...) L'évolution à laquelle nous assistons est dangereuse et aboutit à un désordre politique. »

### LES REACTIONS

#### LA DROITE :

**Les échos :** « Survenant après les deux échecs des cantonales et du serpent monétaire, après la multiplication des violences, en pleine crise de contestation sociale et estudiantine, l'allocution giscardienne n'effacera probablement pas l'impression de crise politique (...) ».

**Le Figaro :** « Il y avait hier soir sous la gravité du ton, une espèce de tension, de prise de conscience des responsabilités et, par moments, d'inquiétude. C'est bon signe ».

#### LES ORGANISATIONS OUVRIERES, POLITIQUES ET SYNDICALES :

**Le PCF (Jean Kanapa) :** « Giscard d'Estaing a été obligé d'admettre que, sous son règne, la France souffre. C'est le résultat de sa politique. Or il a simplement annoncé qu'il entend poursuivre la même politique ».

**Le PS (Claude Estier) :** « En dehors de l'habituel bavardage sur les réformes et de l'espoir des prochains effets de la reprise économique, Giscard d'Estaing ne présente aucun projet sérieux et susceptible de répondre aux préoccupations que les français ont exprimées aux cantonales ».

**La CGT (Georges Ségué) :** « Giscard d'Estaing a plaidé pour lui-même et pour la poursuite de sa politique antisociale (...) Il ne reste aux travailleurs que la voie de la lutte unie ».

**La CFDT :** « La preuve est apportée, une fois de plus, que le pouvoir actuel est incapable de répondre aux aspirations des travailleurs et de créer la cohésion nécessaire qui permettrait au pays de faire des progrès décisifs dans la voie du changement ».

#### L'extrême-gauche :

**Le PSU :** « Pour contenir les mouvements sociaux et la poussée de la Gauche, Giscard d'Estaing annonce un dispositif de combat avec l'accentuation du pouvoir personnel, la promotion de Chirac aux avant-postes, des directives non seulement données à la police, mais aussi à la justice... Quand « le pays souffre », les dirigeants doivent partir ».

**O.C. Révolution :** « Intox, autoritarisme, voilà, en substance ce que le président a annoncé aux français... Le pouvoir est sur la défensive, il est faible, désorienté, divisé : c'est le moment de frapper, tous ensemble ».

## LE BUREAU EXECUTIF DU PS DEMANDE AU CERES D'ANNULER SON COLLOQUE SUR LES MUNICIPALES

A peine tiré le bilan des élections cantonales, le Parti socialiste se lance déjà dans la préparation des municipales de 1977. Le bureau exécutif, réuni mercredi soir, a décidé de convoquer un congrès extraordinaire les 15 et 16 mai prochains afin de définir la tactique des socialistes dans la prochaine campagne électorale.

Celle-ci fait l'objet de vives controverses entre les différents courants du parti. Le CERES avait déjà annoncé sa proposition de listes unitaires de la Gauche dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants, et dans celles de moins de 30 000, là où communistes et socialistes disposent d'un minimum d'implantation. Il avait même annoncé son intention d'organiser un colloque sur ce thème à Reims les 11 et 12 avril. La direction du parti a condamné cette initiative.

En application de l'article 4 des statuts, elle a demandé aux minoritaires d'annuler leur réunion. Ceux-ci ont décidé, pour le moment de la maintenir, en attendant le comité directeur des 4 et 5 avril qui doit statuer définitivement. Si la décision était confirmée, les dirigeants du CERES feraient appel aux plus hautes instances du Parti.

Cette première passe d'armes a propos des municipales traduit l'embaras dans lequel se trouve la majorité du parti. Le texte voté lors du congrès de Pau, il y a plus d'un an, demandait le non-renouvellement d'alliances avec les formations centristes lors des municipales de 1977. Depuis lors, le Parti communiste a clairement pris position pour des listes d'union dès le premier tour dans toutes les villes

de plus de 30 000 habitants, relayé récemment par le CERES.

Or, il semble que les « majoritaires » ne souhaitent pas brusquer les notables socialistes. C'est pourquoi ils s'orientent vers la proposition de listes socialistes homogènes au premier tour. François Mitterrand écrit dans l'« Unité » de cette semaine : « L'union de la Gauche, telle est pour moi la règle d'or. » Mais il s'empresse d'ajouter que le Parti socialiste a le devoir de « protéger les siens et d'assurer son avenir ». C'est ainsi que dans l'impossibilité d'un accord « champ libre sera donné à des listes socialistes homogènes ou des listes socialistes-radicaux de gauche ouvertes à des candidats rattachés à l'Union de la Gauche, en espérant que ces exceptions seront rares ».

Pierre Julien

Jacques Valier

Le parti communiste français et le capitalisme monopoliste d'Etat

La théorie du parti communiste français... Les livres contradictions entre la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat et la pratique politique... L'occultation du capital comme rapport social de production... La démocratie avancée maintient l'Etat bourgeois et le règne du capital... Renonciation à la dictature du prolétariat... L'union des ouvriers et des patrons des petites et moyennes entreprises pillées par les monopoles... Le caractère illusoire des propositions du parti communiste français pour sortir de la crise.

FM/petite collection maspero

## notes politiques

### DECLARATION DU COMITE VITICOLE DE L'HERAULT

● A propos des événements de Montredon, Teyssier, dirigeant du Comité d'action viticole de l'Hérault, a déclaré que le CRAV devait se réunir mardi prochain pour en discuter. « Nous avons à faire face dans notre mouvement à l'infiltration de groupuscules anarchistes » devait-il préciser. Il faut noter qu'une telle déclaration est particulièrement malvenue alors que le ministre de l'intérieur et le président de la République se relayent pour menacer les viticulteurs. Il faut espérer qu'une telle déclaration ne laisse pas présager un abandon de la solidarité en cas d'éventuelles arrestations. Une affaire à suivre.

### UN MEETING PARISIEN DE L'UDP INTERDIT

● Le meeting organisé à la Mutualité le 26 mars 1976 par l'UDP (mouvement maoïste portugais) vient d'être interdit par le prince Poniaowski sous le prétexte de la participation du FRAP, récemment interdit par le ministre de l'intérieur. Une nouvelle crapulerie qu'il faut dénoncer. C'est ça aussi le libéralisme de Giscard.

### LA LONGUE PLAINTE D'UN CANDIDAT BATTU

● Maurice Lathière vient de porter plainte pour fraude électorale dans le canton de St Mathieu en Haute Vienne. Lathière, battu au second tour des cantonales par Marcillaud, communiste, soutient que les abstentionnistes du premier tour ont été portés comme ayant voté sur les listes d'émargement de la commune de Marval. Il faut rappeler que Lathière, candidat socialiste avait été exclu de ce parti pour avoir refusé de se désister en faveur du candidat communiste arrivé en tête du scrutin.

### DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

● Les députés communistes et socialistes de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale ont durement critiqué la politique économique du gouvernement. M. Bouloche du parti socialiste a trouvé gros que Giscard s'attribue le bénéfice de la reprise en France alors que le mouvement existe dans d'autres pays. Quand à Georges Gosnat, du PC, il a interrogé Fourcade sur les mesures prises par le pouvoir pour enrayer la spéculation sur le franc « à l'évidence soigneusement préparée ». Il a également souligné la satisfaction du patronat face à la dévaluation et ajouté « il est facile de deviner qui va payer la note ».

## FOUGERES : UN DELEGUE CGT INTERPELLE HIER MATIN...

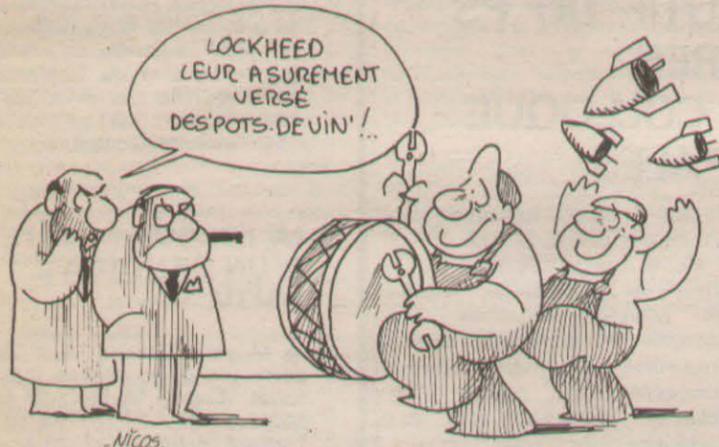
« Fougères : 9000 salariés, 2500 chômeurs » c'est ce que proclament les panneaux indicateurs depuis mercredi 24. Les travailleurs de Renault continuent l'action en effet :

— Les rues entourant l'usine ont été rebaptisées (rue de la Commune...)

— Des peintures ornent les différentes entrées de la ville et les panneaux indicateurs...

Une manifestation de 300 employés s'est rendue devant le commissariat de police pour demander qu'aucune répression policière n'ait lieu contre les travailleurs... Les manifestants posent alors contre le mur du bâtiment un panneau sur lequel étaient silhouettés un patron, un CRS et un maire... Le commissaire est évidemment sorti pour enlever le panneau... mal lui en prit : il a reçu un seau de peinture en pleine figure...!

Hier matin, 500 travailleurs sont allés en manifestation à la foire exposition pour hisser un drapeau... et une manifestation de nuit était prévue dans la ville... C'est à la suite de ces événements que le délégué CGT de l'usine Cyclone a été interpellé jeudi matin.



## DASSAULT Martignas

### UNE GREVE AU SON DU TAM TAM

*Du bon usage d'un maillet et d'une plaque de tôle pour paralyser la production...*

600 travailleurs, dont une grande majorité d'ouvriers productifs.

Des deux usines Dassault de Bordeaux, celle de Martignas est la plus combative, celles où les

traditions de lutte sont les plus anciennes, et qui ces dernières années a joué un rôle de pointe dans les luttes ouvrières de la région. Elle inaugure aujourd'hui une forme de lutte aussi spectaculaire qu'efficace.

Dès qu'a été connue la nouvelle grille de l'UIMM et l'existence d'une nouvelle prime liée au rendement, la pression est montée dans l'usine. Pour les premiers débrayages, c'était déjà 80 à 85 % des ouvriers productifs qui se mobilisaient.

Au début, la forme de lutte n'a pas tout de suite été clairement définie : les organisations syndicales se contentaient de proposer deux heures par semaine, le même jour, au niveau du trust, mais, très vite, à Martignas, il fut décidé de faire des débrayages tournants avec un minimum de deux heures par jour.

Ces débrayages durèrent jusqu'au mercredi de la semaine dernière, la journée d'action sur toute la métallurgie. C'est à ce moment-là que la lutte s'est durcie. Après le rassemblement en ville, le secteur le plus combatif de Martignas, les ouvriers de la chaîne F1 ont décidé de franchir un pas de plus dans l'action. Et ce fut le début du tam tam...

#### 98 décibels

« Le tam-tam, explique Daniel un militant de l'entreprise, ça dure 5 minutes mais c'est très efficace. A un moment, chacun prend un maillet, un marteau... et tout le monde tape sur tout ce qui peut lui passer entre les mains : des plaques de tôle par exemple, ou les passerelles de montage qui sont en bois. Ça fait des caisses de résonance incroyables. Dans l'usine tout d'un coup ça fait un bruit absolument insupportable. Les gens se bouchent les oreilles. Plus personne ne peut plus travailler. D'ailleurs, dès que le tam-tam commence les chefs d'équipe détalent. Tu vois l'ambiance... »

Avec ce système, la production est presque totalement paralysée. Et pourtant, jusqu'ici, le patron a payé intégralement les journées !... « Ça tient à la façon dont on mène la lutte, poursuit Daniel : on pointe à l'entrée de l'usine le matin, on pointe le soir en sortant ; et c'est tout. Quand on débraye, on ne va pas à la pointeuse pour le signaler. »

Piquée au vif, la direction a essayé de réagir. Lundi dernier, elle a sorti une note de service expliquant qu'il était inconcevable de payer les travailleurs qui ne font rien. En conséquence, elle annonçait que le temps passé à autre chose qu'à la production serait décompté de la paye. De son point de vue, l'idée n'était pas mauvaise : encore fallait-il trouver des gens pour contrôler le temps passé à produire et celui passé à ne pas produire. Et ces gens-là ne pouvaient être que les chefs d'équipe. Malheureusement pour elle, vu la combativité ambiante, les chefs d'équipe se concertèrent et décidèrent à l'unanimité de ne pas appliquer la circulaire de la direction !

#### Un cachet d'aspirine !

A Martignas, la journée commence par une réunion le matin, des comités de lutte pour décider le programme. Le comité de lutte, qui rassemble une vingtaine de délégués d'atelier, planifie un peu la journée. Et puis ça commence. D'abord cinq minutes de tam-tam ; insoutenable ! Puis c'est le silence : « Tous les travailleurs s'assoient dans l'allée centrale de l'usine. Celui qui fait le moindre bruit (surtout si c'est un jaune) est impitoyablement sifflé : « Chut ! On fait un repos ! ». Le silence dure un quart d'heure, une demi-heure... ça dépend de l'humeur des participants. »

Il y a d'autres formes d'activités : « Comme le bruit fait mal à la tête, tous les travailleurs vont prendre un cachet d'aspirine à l'infirmerie. A trois ou quatre cents... Après quoi, comme ils ont bu pour avaler le cachet d'aspirine, ils vont tous ensemble faire pipi. Après, quand la tension se relâche un peu, on organise un tam-tam un peu plus long... »

Ainsi l'ambiance n'est pas vraiment au travail. Il y a quelques jours, pour montrer qu'ils sont fermement opposés à tout ce qui peut les diviser, ils ont pendu au milieu de l'usine, une très grande carotte de deux mètres cinquante, en carton. Pour l'installer, il leur a fallu une bonne demi-heure...

#### Le rôle des comités de lutte

Pour être menée à bien une telle forme de lutte suppose une organisation démocratique, qui permette à la mobilisation de s'enraciner en profondeur dans l'usine. A Dassault, les comités de lutte appartiennent en quelque sorte à la tradition. Déjà, durant la grande grève de 67, ces formes d'organisation directement représentatives des ateliers avaient été mises en place. La CGT, syndicat largement majoritaire, n'y est pas hostile.

Comment la situation peut-elle évoluer ?

Il est clair que la direction n'acceptera pas indéfiniment de payer des grévistes qui font une heure de production effective dans leur journée. La lutte risque donc de passer prochainement à une nouvelle étape. En tous cas, après le rassemblement de toutes les usines du trust à Saint-Cloud, le moral est bon.

#### DASSAULT St-CLOUD : GREVE DE L'ATELIER CELLULE

Hier a eu lieu une assemblée de toutes les usines de St-Cloud. Un débat a eu lieu sur la façon de continuer la lutte : la CGT proposait une grève de deux heures reconductible tous les jours ; la CFDT proposait une grève complète reconductible. La proposition CGT se retrouva légèrement majoritaire.

A 14 heures les travailleurs de l'atelier cellule décidèrent de ne pas reprendre le travail. La CGT tirant argument du vote de l'AG annonça qu'elle refusait de continuer ce mouvement. La CFDT au contraire lui a assuré son soutien.

Correspondant Dassault

## en lutte

### METALLOS EN LUTTE

**DUNKERQUE : Ceux d'Usinor continuent.** En riposte au lock-out partiel, une manifestation a eu lieu hier à dix heures trente devant la préfecture, après que quatre meetings (un par équipe) se sont tenus. La CGT était favorable à la grève avec occupation si la manif avait de l'ampleur. La CGT s'est montrée en retrait sur le niveau de combativité, proposant seulement des pétitions et des discussions avec les chefs d'équipe. Dans le secteur des Chantiers navals, ceux de Béliard ont repris le travail après satisfaction mais des débrayages ont eu lieu dans les autres chantiers, qui déboucheront sur un rassemblement devant le siège de la Chambre patronale de la Métallurgie.

Des mouvements semblent avoir eu lieu à Usinor où les travailleurs élaient hier leurs représentants d'autant que trois jours de chômage devaient être proposés par la direction d'ici la fin du mois.

Correspondant.

**Messier-Hispano : Manifestation jeudi.** au siège de la société. 300 personnes sont allés porter une motion à la direction demandant l'ouverture des négociations sur les revendications : échelle mobile sur les indices syndicaux, non aux nouvelles classifications. Le mouvement se renforce ; mercredi, un vote à bulletin secret chez les ICT a donné une majorité pour l'occupation. Sur 229 votants : 145 pour l'occupation 90 pour la grève reconductible. Ce vote intervenait après l'agression du piquet de grève par la maîtrise, chef du personnel en tête. Les indécis, révoltés par les méthodes de la direction sont donc venus renforcer l'occupation. Mais la direction n'a pas renoncé à la violence : des individus étrangers à l'entreprise seraient venus rejoindre les jaunes retranchés dans un des bâtiments.

**Renault :** Plusieurs succursales (centres de vente des voitures) sont entrées en lutte pour l'alignement de leurs salaires sur ceux de la Régie ; à l'appel des trois syndicats, CGT, CFDT et FO ; les centres de Marseille, Rennes, Evreux, Le Havre, sont en grève illimitée ; ceux de Nantes, Angers, Le Mans, Toulouse, Rouen, Boulogne, Bordeaux sont en grève depuis hier.

**Cables de Lyon :** le débrayage de deux heures d'hier a été reconduit pour aujourd'hui après avoir été massivement suivi ; mais le mouvement risque de s'effiloche s'il n'est pas relayé par un mouvement de grève de vingt-quatre heures reconductible, perspective que les syndicats ne fixent pas ; mais le débat commence à passer en assemblée générale.

Correspondant.

## vie syndicale

### Le syndicat CFDT-Métallurgie de Grenoble publie une brochure pour les appelés

Le syndicat CFDT de la métallurgie de Grenoble vient de prendre l'initiative d'une brochure d'information pour les jeunes travailleurs en instance de partir à l'armée. Rédigée avec la collaboration des soldats grenoblois, cette brochure vise à informer les futurs incorporés de ce qui les attend pendant leur service, à leur donner les moyens de lutter contre l'oppression militaire.

« Nous savons qu'en tant que travailleur appelé, tu risques de te trouver isolé dans ta caserne. C'est pourquoi la CFDT a décidé de garder des liens avec les travailleurs appelés au service national.

D'abord par une réunion préalable d'information des travailleurs appelés et du syndicat. Dans cette réunion, discute avec nous de cette brochure et des problèmes que tu as avant ton départ à l'armée.

Ensuite, par la mise en contact des travailleurs avec les unions locales CFDT du lieu d'incorporation. Lors de tes permissions ou de tes quartiers libres, tu pourras aller les voir et poser tes problèmes.

Enfin, par l'envoi de la presse syndicale aux syndiqués sous les drapeaux (à une adresse personnelle, pas à la

caserne) et à la participation à toutes les activités syndicales lors des permissions.

Comme à l'usine, ce n'est pas dans les combines individuelles mais en serrant les coudes avec tes camarades appelés, en établissant un rapport de force avec la hiérarchie militaire pour qu'elle te respecte, toi et tes camarades, que nous pourrons avancer vers la satisfaction de ces revendications.

Le soutien intérieur du comité de soldats, le soutien extérieur du syndicat pourront valider à briser le mur du silence des casernes. »

A l'armée, « il n'y a pas de planque ». La lutte est possible et nécessaire, au sein des comités :

« Le gouvernement a essayé par une répression sans précédent de détruire l'organisation que se donnent les soldats. Mais les arrestations de soldats, de militants CFDT, de militants de diverses organisations politiques, n'ont pas fait taire les comités de soldats. Les feuilles des comités de soldats continuent à paraître dans les casernes. »

### Dans la Vie Ouvrière cette semaine

— Un éditorial de Robert Telliez : « A la dimension voulue » ; Baisse du pouvoir d'achat, licenciements, chômage ; jusqu'ou iront-ils ? s'interroge la VO. Si, tout au moins on les laisse faire. La CGT « appelle à développer, intensifier partout, de façon résolue, l'action revendicative de masse en assurant à tous les niveaux les coordinations nécessaires ». C'est à cette tâche qu'il faut s'employer, ce qui veut dire discussions démocratiques, décisions et mise en application, ajoute la VO.

— Un interview de René Bidouze sur l'accord salarial dans la fonction publique, un dossier sur les accidents du travail, une enquête sur la crise de la chaussure, le point sur les jeunes chômeurs après les Etats généraux du 11 mars.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

### SNCF

## COMMENT CONTINUER ?

- Grève très suivie hier.
- Aujourd'hui assemblées générales pour décider de la suite du mouvement

Les fédérations CGT et CFDT de la SNCF ont lancé mercredi soit une grève de 48 heures. Pareil appel en commun est un facteur positif. Mais pourquoi 48 heures ? C'est ce que demandent de nombreux cheminots qui avaient choisi une autre forme de lutte, les 24 heures reconductibles jusqu'à satisfaction. Pourquoi pas 48 heures reconductibles ? L'Humanité du 25 mars titrait : « Arrêts de travail encore aujourd'hui et demain ». Que signifie ce « encore » ? Qu'on va reprendre vendredi, même si la SNCF n'a rien cédé ? Cette grève

décidée par sa base, doit être contrôlée par elle. Mais la démocratie à la base ne suffit pas. La coordination apparaît de plus en plus nécessaire. Les déclarations évasives et l'absence de consignes claires contribuent à accentuer l'incertitude. Pour poursuivre la lutte, il faut s'en donner les moyens : la circulation de l'information, l'efficacité des formes de luttes et en particulier le blocage du trafic, sont des atouts importants. Les assemblées générales qui se tiendront aujourd'hui risquent d'être décisives.

Après la ratification du contrat salarial 76 par cinq organisations minoritaires, la direction de la SNCF a joué le retour « progressif » à la normale, signifiant que pour elle, il n'y avait pas d'autres négociations à espérer. Pour donner cette impression, elle a fait entrer en scène tous les jaunes disponibles, cadres, attachés et même étudiants en temporaire. Certains ont d'ailleurs refusé. Autre échec de la direction, la signature de l'accord par la direction de la FGAAC de passe pas comme une lettre à la poste. Dans certains centres comme à Nantes, Noisy-Pantin et Dôle, les sections locales de ce syndicat corporatiste appellent à rallier l'action en cours. A Metz, des cartes FGAAC sont

déchirées devant la trahison de cette direction. A St Lazare, la section est coupée en deux, la moitié environ continuant sur la plateforme CGT-CFDT. A l'heure actuelle, où il s'agit d'entraîner le maximum de cheminots, ce point n'est pas négligeable.

Un peu partout hier, les assemblées générales ont reconduit massivement le mouvement. A Orléans, 80% des agents de conduite sont en grève, avec toutefois un point plus faible à l'exploitation. A Rennes, une AG de près de 400 gars a décidé de renforcer les piquets. A Paris-nord, le problème d'une occupation d'un dépôt a été posé. Incontestablement, la combativité est très forte. C'est là un

signe positif qu'il faut exploiter. Encore faut-il pour cela organiser sérieusement le mouvement. Car face à l'intransigeance gouvernementale, vouloir lutter ne suffit pas.

Or que font les directions syndicales ? Elles dénoncent les organisations traîtres qui ont signé le contrat. Ce qui est correct. Mais à condition de ne pas s'en servir comme alibi pour baisser les bras. Durant toute la journée de jeudi, ces directions n'ont guère présenté de perspectives unifiantes, seules capables de centraliser le mouvement. Sous prétexte de « démocratie à la base », elles laissent sans consigne les cheminots. Ainsi à Nice les agents de la SNCF décident de rester mobilisés durant la nuit de mardi à mercredi, mais sans savoir quoi faire. Ils stationnent sur les quais mais « sans occuper », comme le leur demandera un responsable syndical.

de la prise de contrôle des moyens d'information (téléphones, télex). Parce que ce sont les meilleures garanties d'arracher la victoire. De même, il faut populariser la lutte à l'extérieur. A Rouen, par exemple, les cheminots ont organisé une manifestation de rue. Mais toutes ces initiatives, qui renforcent la volonté de lutte et la participation des cheminots suscitent la méfiance de la direction CGT. La création d'un comité de grève sur Paris-sud-ouest entraîne la sortie d'un tract des sections CGT condamnant « le principe du comité de grève », contre l'avis même de G. Séguin qui expliquait en 68 qu'il s'agissait d'une arme redoutable. Sentant que de nombreux cheminots ne se satisfont pas des modalités d'action proposées centralement, l'appareil CGT lance une opération préventive « anti-gauchiste » qui risque fort de se retourner en son contraire.

## TRIBUNE des luttes

### « CONCORDE NE VOLE PAS POUR NOUS, IL NOUS VOLE... »

« Les sections syndicales CFDT Air France du Fret et de l'exploitation à Orly, à la veille d'une action internationale de soutien à Concorde dont elles ne sentent pas solidaires, déclarent qu'elles ne peuvent pas prendre la défense d'un avion à la charge de travailleurs de la Grande Bretagne et de France, conçu pour servir les intérêts de quelques uns.

Tout en sachant qu'il y va de l'emploi de milliers de travailleurs, il leur est impossible de garder le silence :

1 - sur un choix industriel qui n'est pas le leur et qui ne le serait toujours pas dans une société socialiste que les travailleurs entendent autogérer dans l'intérêt du plus grand nombre.

2 - sur un choix commercial qui, du fait de la non rentabilité de cet appareil est un danger à terme pour la situation et l'indépendance des travailleurs d'Air France. »

SECTIONS SYNDICALES CFDT  
AIR FRANCE, FRET, EXPLOITATION A ORLY

Section syndicale CFDT « AgP » (Assurances)

ATTEINTE

A LA LIBERTE D'INFORMATION

Aux A. G. P. (premier groupe privé français d'assurances), la direction s'apprête à effectuer de nouvelles retenues sur les salaires des délégués pour « dépassement de crédits d'heures de délégation ». Elle va ainsi récidiver son mauvais coup puisqu'elle avait déjà amputé les primes du mois de février de dix militants CFDT et CGT pour le même motif (retenues allant de 300 à 1 200 Frs).

La section CFDT a largement sensibilisé le personnel sur les atteintes de plus en plus graves portées aux libertés syndicales par la direction des A. G. P., notamment lors de deux journées « portes ouvertes ». Dans la lutte globale que la CFDT mène pour faire échec à l'anti-syndicalisme primaire de M. Pagezy, PDG du groupe, vient s'ajouter un élément. La CFDT a assigné en correctionnelle Messieurs Pagezy et De Bary, respectivement PDG et directeur des Relations Sociales pour entrave aux libertés syndicales.

L'affaire remonte au 25 septembre 1975. Ce jour-là, une information CFDT-CGT relative aux condamnations à mort prononcées en Espagne et apposée dans les panneaux syndicaux CFDT était censurée par la Direction, laquelle apposait un cache (papier blanc collé) sur la vitre des panneaux syndicaux CFDT, prétextant le « caractère politique » de l'information. Elle mettait la CFDT devant le fait accompli, demandant ensuite aux responsables CFDT d'enlever l'affiche, après quoi elle enleverait son cache ! Un aperçu des méthodes employées par la direction des A. G. P. pour faire obstacle à l'information provenant des sections syndicales combattives.

Il s'agissait là d'une atteinte intolérable à la liberté d'information dans l'entreprise que la CFDT ne pouvait admettre.

C'est dans ce sens qu'elle décidait d'engager une action juridique. Le procès se déroulera le 9 juin devant la 12<sup>e</sup> chambre correctionnelle (Paris).

En règle générale, une des pré-occupations des dirigeants syndicaux, hier, était la dénonciation des « irresponsables », signe du louvoiement actuel. Partout, les militants du PCF qui proposaient des occupations opèrent un retrait prudent comme à Orléans, Rouen, Lyon-Perrache. Car un certain nombre de cheminots combattifs, conscients de la nécessité d'une lutte plus active, posent la question de l'occupation, du blocage des trains conduits par les jaunes (Flers, Nice).

Chacun sait que Giscard traverse une phase difficile. Le résultat des cantonales, montant que le gouvernement était devenu minoritaire dans le pays, a stimulé la combativité ouvrière. Mais ce résultat a crispé la bourgeoisie qui somme le gouvernement de faire un exemple en cassant la grève de la SNCF. C'est dire qu'il ne faut s'attendre à aucun cadeau. Face à cette agressivité, il faut durcir le mouvement et l'élargir. C'est la seule voie. S.M.



### Un outil : l'information

Depuis le début de la grève de la SNCF, Rouge s'est efforcé de donner le maximum d'informations sur le déroulement du conflit. Aidé en cela par son réseau de correspondants à l'intérieur même des dépôts, des chantiers et des gares. La journée de vendredi sera marquée par les décisions des assemblées générales qui doivent se

tenir partout pour décider de la suite à donner au mouvement. Pour être en mesure d'en rendre compte du mieux possible Rouge demande à tous de lui téléphoner dès la fin des AG pour répercuter au mieux ces informations. Cheminots, à vos téléphones ! La rubrique « Echo des luttes » de samedi sera ce que vous en ferez.

Angers : toute une série de grèves ont lieu dans la ville ; à l'Aiglon (ceinture de sécurité), à CIBJE (phares d'auto) où les travailleurs ont envahi le bureau de la direction, à VALDIS (alimentation) ; la principale lutte se déroule à OUTELEC dont le personnel a manifesté hier contre les licenciements de soixante travailleurs à l'appel de la CGT et de la CFDT. Des débrayages ont lieu à CEGEBUR-PECHINEY, BRO, ARTHUS.

Etablissements MODLING (Quetieville Calvados) : Le directeur de l'établissement a été séquestré par les travailleurs de l'entreprise qui entendaient obtenir l'ouverture des négociations sur les revendications : augmentation des salaires et amélioration des conditions de travail.

SOPALIN (Rouen) : Un huissier est venu constater l'occupation. La CFDT a appelé à la solidarité régionale en cas d'intervention policière. A.F.P.

SNPA : L'intersyndicale rencontré aujourd'hui la direction. L'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, UCT, CGSA, CFTC), tout en affirmant que la direction a des positions inacceptables sur le problème de la fusion des mutations et de l'emploi de la région, a accepté une nouvelle rencontre pour le 26 mars. L'intersyndicale annonce une assemblée générale, sans doute pour la semaine du 5 au 10 avril.

Correspondant Pau.

Le Prisunic des Champs-Élysées a fait de nombreux débrayages ces quatre derniers jours. Hier les employés ont manifesté sur les Champs-Élysées... Une coordination avec les grévistes de Parly 2 est sur pied.

(Correspondant)

Ecole Berlitz : A l'appel de la section CGT, les professeurs des six écoles Berlitz de Paris ont débrayé quatre heures pour l'augmentation des salaires, deux cent quarante francs pour tous, l'échelle mobile des salaires et l'ouverture des négociations ; cent trente personnes ont assisté à une assemblée générale et attendent, vigilants, la réponse de la direction.

Correspondant



Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

## armée

Immobilisé dans une camisole de force à l'infirmerie du 6ème RPIMA

# JEAN PIERRE PHILIPPE SERAIT MORT « NATURELLEMENT » !

Un parachutiste appelé, Jean-Paul Philippe est mort à l'infirmerie du 6° RPIMA de Mont de Marsan dans la nuit de lundi à mardi. Pour l'encadrement militaire la chose est simple : l'excès de boisson est seul en cause. D'accord pour verser un pleur, pas de problème pour le

lais ému de circonstance, mais n'allons pas chercher la petite bête dans ce qui n'est après tout qu'une affaire d'ivrogne. A bien y regarder pourtant les circonstances de la mort de Jean Paul ne sont pas si claires...

L'autopsie faite sur le corps de Jean Paul semble confirmer la version immédiatement donnée par l'encadrement après le décès. « Le jeune homme a succombé aux conséquences d'un délire éthylique » (dépêche AFP). Bizarre formulation !. Toujours selon l'autopsie, il est confirmé que Jean Paul n'a reçu aucun coup violent susceptible d'avoir entraîné la mort. L'examen ne révèle qu'une importante quantité d'alcool et la présence de calmants (administrés par le médecin-aspirant de garde cette nuit là).

Les faits ? Les témoignages relatent les faits de la manière suivante : une bagarre éclate lundi soir dans une chambrée. Jean-Paul est difficilement maîtrisable. On l'immobilise et on lui passe une veste de treillis boutonnée, sans enfile les manches, une véritable camisole, avant de le conduire à l'infirmerie ou des calmants lui sont administrés. Au matin, l'infirmier de service trouve Jean-Paul inconscient au pied de son lit (avec ou sans la camisole improvisée ?), il appelle un médecin plus tard, ne peut que constater le décès.

Si les choses sont aussi simples, on se demande pourquoi les

camarades de Jean-Paul — premiers témoins des événements — ont été renvoyés immédiatement dans leur foyer, en permission. La rareté des permissions est pourtant notoire au 6° RPIMA en période de manœuvres. D'autant que selon un groupe de soldats du 6° RPIMA (voir Rouge du 25 mars) : « ce drame ne serait qu'un fait divers s'il n'était imputable, aux dires de tous les camarades de Jean-Paul, au traumatisme psychologique et à la tension nerveuse consécutifs à l'accumulation de quatre mois de classes intensives et d'une manœuvre de trois semaines au camp de Caylus qui s'est traduite par des affrontements hyperviolents avec des éléments de la légion étrangère, ainsi qu'au sentiment de ras-le-bol partagé par ses camarades à la suite d'innombrables brimades dont se rendent très habituellement auteurs les cadres de la compagnie d'appui et de sa section mortier ».

Franchement, ce témoignage permet d'y voir plus clair. L'alcoolisme favorisé, tout le monde le sait, par l'encadrement au lendemain de manœuvres un peu dures pour faire baisser la tension, n'est pas de savoir si les appelés boivent,

il est de savoir qui les fait boire. Par ailleurs on aimerait savoir deux choses :

— la première version des faits parlait d'une crise d'épilepsie. En quoi est-il indiqué de contenir un épileptique dans un treillis-camisole. — quand un « accident » de ce type intervient, l'usage est de prévenir les gendarmes qui se livrent à l'enquête nécessaire. Pourquoi est-ce selon des soldats du 6° RPIMA, la SM a-t-elle jugé nécessaire de débarquer au régiment pour s'inquiéter... des conséquences de la mort de Jean-Paul sur le moral des troupes. Voulait-on garder « en famille » les données sur les circonstances exactes de la mort de cet appelé ? Si c'était le cas, il y aurait là comme un scandale à dénoncer. Affaire à suivre...

### Les comitards

Jet 116 détourné est né : c'est le journal du Comité de soldats de la B.A. 116. Il veut d'abord rappeler aux bidasses de la base 116 qu'il y a toujours des soldats dans les prisons militaires et que les problèmes des appelés ne sont toujours pas résolus.

Ce petit journal (une feuille ronéotée) reprend les revendications de l'Appel des Cents, insiste sur le statut social de l'appelé ; « appelé : travailleur immigré car il effectue les travaux que personne ne veut faire et à bon marché », et sur la suppression de la S.M. et des juridictions d'exceptions.

**CAP-CITÉ**

Document administratif de la CAP-CITÉ, comprenant des champs pour le nom, le numéro de matricule, le lieu de naissance, le lieu de résidence, le lieu de travail, le lieu de naissance des parents, le lieu de naissance de la mère, et le lieu de naissance du père.

Il suffit d'assister régulièrement aux audiences du Palais de JUSTICE DE Paris pour perdre beaucoup d'illusions sur l'impartialité et sur la neutralité de la Justice ; et de son personnel. Ces gens qui « font » la justice au jour le jour, à défaut de la rendre, le « CAP-Cité » les épingle régulièrement dans de petites

Avec ce président, les flagrants délits sont vraiment une véritable boucherie : fait tout pour enfoncer les prévenus ; enfreint la loi pour mieux les enfoncer, par exemple il oublie des faits non poursuivis, des antécédents non inscrits au casier ! A du oublier que le bénéfice du doute existe ; un simple témoignage de fille lui suffit pour envoyer en prison des gens pendant des mois et après déclare : « vous vous complaisez dans la délinquance » ! Va même jusqu'à accuser sans preuves un prévenu d'infraction à arrêté d'expulsion de faire de la traite des blanches, alors qu'il ne comprendait pas le rôle ! Cependant déclare à un prévenu qui demandait à aller en prison : « mais la prison n'est pas une solution » ! comment se fait-il donc qu'il condanne quotidiennement à de très lourdes peines de prison ? Le prévenu a d'ailleurs été dispensé de peine. Un conseil à tous ceux qui passent aux flagrants délits : demandez à aller en prison et vous serez relâchés grâce à l'esprit de contradiction sadique du président ! Méfiez-vous aussi à un prévenu : « l'ironie n'est pas un argument » !!! qu'il ne se soit servi donc pas lui-même, comme il le fait si souvent, contre les prévenus ! Les bulletins de contrôle ont l'air de le gêner puisqu'il a encore donné l'ordre d'empêcher les « contrôleurs » du CAP d'écrire. Ses ble aussi avoir pour du ce tien aux manifestants inculpés vu le dispositif policier mis en place au jour le jour !

## Après un grave accident au 75ème RI de Valence

### UN GROUPE DE SOLDATS COMMUNIQUE

Le jeudi 18 mars, au cours d'une manœuvre divisionnaire dans la Drôme, le soldat Hoaro Franck, originaire de la Réunion et domicilié à Vénissieux, du 75ème RI de Valence (contingent 75/08, 1<sup>re</sup> compagnie), a été très grièvement brûlé par la chute d'un câble électrique.

Lors d'un tir anti-char, simulé par l'envoi d'un projectile au fusil lance-grenades, un câble à moyenne tension (15 000 volts) a été sectionné à proximité du tunnel situé à la sortie du village de Sayans, frappant dans sa chute le soldat Hoaro et déclenchant un feu de broussailles.

Très sérieusement brûlé dans le dos et aux mains, le soldat Hoaro a été évacué sur Lyon grâce à l'hélicoptère chargé de véhiculer le colonel Danet, commandant le 75ème RI, qui supervisait la manœuvre. Heureusement, cet hélicoptère — qui n'était pas équipé pour l'évacuation sanitaire — se trouvait non loin du lieu de l'accident.

Admis à l'hôpital des grands brûlés de Saint Luc à Lyon, notre camarade, après plusieurs heures de coma, a déjà été amputé de la main droite ; ses jours sont encore en danger. Dans le cas où son état s'améliorerait, il conserverait néanmoins de très graves séquelles (risques de paralysie) (...)

Non satisfaits par les explications embarrassées et évasives des autorités militaires, nous souhaiterions que des éclaircissements nous soient apportés sur les points suivants :

1 - Quelle était la nature exacte du projectile qui a sectionné le fil électrique : fusée éclairante ou munition inerte ? L'accident survenu ne montre-t-il pas qu'il est dangereux d'utiliser de tels projectiles en dehors d'un champ de tir ?

2 - N'est-il pas dangereux d'utiliser des munitions de tir réel (type « feuillette ») à forte puissance initiale ?

3 - N'est-il pas dangereux d'effectuer de tels tirs à proximité d'une ligne électrique de ce voltage ?

4 - N'est-il pas dangereux de faire stationner un groupe de soldats en embuscade sous une ligne électrique ?

5 - L'officier responsable du tir s'est-il assuré que toutes les conditions de sécurité étaient réunies avant de déclencher le feu ? (...)

Nous exigeons que les responsables à tous les niveaux soient dénoncés, et surtout que la sécurité de nos conditions de travail soit assurée.

A Valence, le 22 mars

## LES CHASSEURS ALPINS SE DECHAINENT

Le N° 2 de l'Alpin déchainé, journal du comité de soldats du 11° BCA de Barcelonnette, vient de paraître. Après avoir rappelé que, selon une statistique officielle, 80 % des appelés ne trouvent aucun intérêt au travail qu'on leur fait faire pendant leur temps de service, dénoncé les grandes manœuvres de la Cour de Sécurité de l'Etat, il décrit les réactions de la hiérarchie militaire à la publication du premier numéro de l'alpin :

« Début décembre, en réponse au N° 1 de l'Alpin déchainé, le chef de corps, Marielle, nous a expliqué, aux couleurs, qu'il n'y avait pas de malaise dans l'armée... Faut vous informer mon colonel. Lisez un peu les chiffres officiels que nous publions dans ce N° 2 sans compter le malaise des officiers et sous-officiers qui en ont marre d'être les agents d'une discipline stupide à l'égard des appelés et ne n'avoir, eux, non

plus, aucune liberté d'expression sur leurs problèmes face à la hiérarchie. Marielle nous a dit aussi « Dans un mois personne ne parlera plus de l'armée... Erreur de tir, puisque 2 mois après, début février, Marielle a essayé de nous intimider en nous demandant toujours aux couleurs, de ne pas signer les pétitions en faveur des inculpés, qui circulent dans le département (...) Après notre N° 1, Marielle nous a parlé le langage de la répression : plainte contre X, enquête de gendarmerie, mais il n'a pas dit un mot sur nos revendications. Ce sont pourtant les revendications de tous les appelés ».

Il affirme enfin sa solidarité avec les six soldats de Briançon qui se sont fait arrêter pendant la distribution de leur journal de comité, l'Alpin déchainé et qui plongent pour deux mois.

### Pour Bernard Rémy

Bernard Rémy, condamné à 18 mois de prison par le TPIA de Bordeaux pour refus d'obéissance (après trois mois de classe à Rochefort) est libérable le 31 mars prochain à Metz où il a été récemment transféré. L'expérience récente de Bruno Simon (lui aussi condamné à 18 mois) réinculpé après sa libération incite tous ses amis à la vigilance. Aussi pour l'accueillir au terme de son emprisonnement, et afin de s'assurer de sa libération effective, nous appelons à un rassemblement devant la prison de Metz-Barres le mercredi 31 mars dès l'heure du laitier.

Comité de soutien à Bernard Rémy

## prisons

### MORT DE GREVE DE LA FAIM

Auguste Granvillemain ne comparait pas le 31 mars prochain devant la Cour d'Assises de la Haute-Garonne. Il ne s'expliquera pas devant le juge du hold-up qu'il avait commis le 12 août 72 (il y a quatre ans !) dans une banque toulousaine.

Auguste Granvillemain est mort. Des

suites d'une grève de la faim qu'il avait commencée il y a quelques semaines. Cette grève de la faim commencée à Toulouse avait nécessité son transport à Fresnes. L'administration pénitentiaire semble avoir longtemps hésité à reconnaître les faits. Gênés mais pas repentants, les gardes-chiourmes.

### Communiqué d'un groupe de prisonniers de Fleury-Mérogis

Ce communiqué émane d'un groupe de détenus de la prison de Fleury-Mérogis qui ont formé un comité de soutien à J.B. Bruzat.

« Plaidoyer pour un innocent : J.B. Bluzat ».

Resterez-vous indifférents devant l'injustice et le dédain ? Depuis 6 ans, J.B. Bluzat attend dans une cellule de Fleury-Mérogis qu'on veuille bien l'innocenter. Ni les juges, ni les responsables de cette incarcération abusive et scandaleuse, se semblent se soucier d'un homme qui hurle son innocence.

Peu importe qui est et ce qu'on reproche à Bluzat. Il ne faut voir que cette honte : un homme vit depuis 6 ans en prison prévenu d'un vol qu'il n'a pas commis. Alors que les autres co-accusés sont en liberté, Bluzat reste incarcéré. Pourquoi ?... un passé

éloquent apporte une réponse à cette ignominie.

Joignez-vous à nous pour réclamer la libération immédiate de Bluzat et pour dénoncer cette détention préventive d'une durée inconcevable.

Une pétition à l'échelle nationale est organisée. Unissons-nous, chaque lettre a sa valeur.

Toutes les listes et lettres seront déposées en avril sur le bureau du Garde des Sceaux par une délégation conduite par Maître Braut. Envoyez votre courrier, signatures à Maître J.F. Braut, 22, rue Victor Basch O2 107 Saint Quentin. Préciser sur l'enveloppe « plaidoyer pour un innocent ».

Les assises du Mouvement Freinet à Clermont-Ferrand

## L'« EDUCATION POPULAIRE » EN QUESTION

(suite de la page 1)

### Interview de Michel Barré

Comment se situe ce congrès dans l'évolution du mouvement Freinet ?

L'an dernier, face au projet Haby notre mouvement a éprouvé le besoin de préciser ce qu'est pour nous une Ecole populaire. Une sorte de contre-projet, mais pas technique.

Il s'agit de préciser ce que nous mettons derrière le mot éducation dans un autre contexte social et politique. Nous partons de ce qui se passe dans nos classes, pour envisager les transformations nécessaires. C'est à partir de cette pratique que nous réfléchissons aux problèmes théoriques et politiques qui permettront de définir avec plus de précision que précédemment notre projet d'éducation populaire.

Nous discuterons aussi d'un autre problème : quels sont les droits, les besoins de l'enfant que la société doit reconnaître ? Une sorte de charte des droits de l'enfant. Il faut redéfinir à l'Ecole, de véritables apprentissages qui ne soient pas un dressage.

La dimension de ces débats est-elle directement politique ?

Oui, mais notre projet n'a pas pour but de se démarquer par rapports aux projets politiques existants. Il faut les enseigner, nous donnons notre dimension, quand nous affirmons le droit de l'enfant à être voulu pour lui-même et non dans l'intérêt du groupe social ou de la famille, cela a un contenu politique, cela renvoie à un projet de société.

Ce n'est pourtant pas à nous de l'échafauder, nous en montrons les implications à l'Ecole, en tant qu'éducateurs. Il ne suffit pas de reconnaître des droits à l'adulte. Il faut prendre le problème au départ.

Mais ces choix politiques différents ne risquent-ils pas de faire apparaître des clivages dans le mouvement ?

Nous refusons d'implanter dans le mouvement des divisions liées à des appartenances politiques différentes. Tous les membres du mouvement sont, au point de départ, unanimes, tous sont convaincus qu'un projet d'Ecole implique un projet de société, visant à l'abolition du capitalisme. Ensuite, les solutions ne sont pas unanimes. Notre tâche est d'approfondir les problèmes au niveau de l'éducation.

Là, on s'aperçoit que l'unité entre nous est plus grande. Ensuite au plan politique, il n'y a pas de solution unique, nous sommes convaincus que si la gauche vient au pouvoir, ce ne sera pas simplement un problème de moyen, mais aussi de contenu, de style de formation.

En parlant de cette autre Ecole, vous insistez plus sur la liberté à donner aux enfants que sur la revendication d'égalité face à la sélection sociale actuelle ?

L'Ecole doit permettre l'apprentissage de nouveaux types de relations. Elle est un des moyens de l'apprentissage de l'autogestion. L'expression libre doit donner à l'enfant la possibilité d'exprimer ses propres besoins. Quand nous parlons de liberté, ce n'est pas de la liberté individuelle, bien que nous reconnaissons le droit des enfants à la différence. Mais c'est avant tout la liberté du groupe des enfants.

Nous posons le problème de la ségrégation scolaire en refusant le mythe de la classe homogène. Nous sommes favorables au travail individualisé, pas isolé et indépendant, un travail qui aille dans le creuset du groupe. Par exemple, le texte libre est d'abord le cri de quelqu'un, mais il ne doit pas rester à ce niveau : le groupe travaille dessus, l'enrichit.

Il y a une remise en cause des critères scolaires courants ?

Les classes de perfectionnement, le rattrapage, ce n'est pas la solution. Cela recrée les inégalités. Il y a eu des sauvetages d'enfants qui ont réussi. En valorisant la réussite non-scolaire, on a pu déboucher sur une réussite scolaire. Il y a aussi l'exemple de la lecture, nous refusons de spécialiser le cours préparatoire comme classe d'apprentissage de la lecture, de bloquer un des apprentissages sur une période. Il faut créer une motivation, faire prendre conscience à l'enfant qu'il a envie d'échanges, d'avoir des relations. Savoir lire, c'est d'abord savoir échanger par des symboles : l'écriture. Cela va à l'encontre du mythe de l'orthographe qui est une des valeurs idéologiques jouant un rôle de sélection.

Et la destruction de l'Ecole ?

Nous sommes méfiants vis à vis des théories d'Ivan Illich, qui



(Christian Weiss - Fotolib)

### Qui est Célestin Freinet ?

Célestin Freinet est né dans les Alpes-Maritimes en 1896. Enseignant, il participe en 1924 à l'un des premiers congrès de la « Ligue internationale pour l'Education nouvelle ». Pressentant le risque des expériences pédagogiques en laboratoire, coupées du milieu social, il s'oriente vers ce qu'il appellera un « matérialisme scolaire ». Il introduit alors de nouvelles techniques dans son école comme le texte libre et l'imprimerie. Après plusieurs voyages d'études, en particulier en Allemagne et en URSS, il publie « L'imprimerie à l'Ecole » « revue coopérative » qui deviendra plus tard « L'éducateur » qui est toujours la revue du mouvement. En 1927 a lieu à Tours le premier congrès des adeptes de cette imprimerie. Puis en 1928 Freinet fonde la « coopérative de l'enseignement public sous la pression des notables de la ville où il enseignait. En 1935, il crée le « Front de l'enfance » ; muni d'une charte ayant pour but de poser à tous les travailleurs le problème de l'enfant. Ce sera sa principale bataille lors du Front populaire. Après la résistance, à laquelle il participe, dans les FTP, naît en 1947, l'Institut coopératif pour l'Ecole moderne qui regroupera désormais l'ensemble du « Mouvement Freinet ». En 1950, le PCF rompt avec Freinet qui en était membre : il s'était opposé à tout endoctrinement des enfants, même socialiste.

Freinet meurt en 1966, dans les dernières années de sa vie, alors que les méthodes nouvelles commenceront à être répandues. Il luttera contre ceux qui voudraient vider ses « techniques pédagogiques » de leur « direction idéologique », la bataille pour une école populaire.

véhiculent une idée d'une destruction de l'institution scolaire dans l'immédiat. Nous sommes actuellement pour la transformation de l'institution en profondeur. Ultérieurement, on pourra reconsidérer. Mais Illich développe une utopie qui n'est ancrée sur aucune réalité politique et sociale, et peut alors être facilement récupérée. Détruire tout de suite l'Ecole, c'est supprimer dans la société actuelle, le seul moyen pour les jeunes de chercher à s'exprimer, à prouver leurs droits.

On parle d'intégration à propos des relations du mouvement Freinet et du pouvoir ?

On peut toujours être accusé d'être récupéré, nous ne sommes pas pour privilégier le conflit, pour les parents, et surtout pour les adolescents, ce n'est pas tout

benefice. Or, c'est primordial. Si un enseignant engage un travail de transformations, se heurte au milieu, aux parents, à l'administration et est amené à l'interrompre, les jeunes ne sont pas bénéficiaires. Nous refusons l'alibi qui veut que puisque l'on ne peut tout faire, l'on ne fait rien. Nous ne recherchons pas systématiquement l'affrontement, mais nous refusons les compromissions. Ce n'est pas un alibi pédagogique : nous sommes prêts à endosser toutes les implications politiques de ce que nous faisons, mais ce n'est pas parce que nous ne pouvons aller jusqu'au bout que nous ne faisons rien. Nous développons ainsi le travail en équipe pédagogique, où les enseignants sont au coude à coude, dans le même esprit. Il y a des expériences de décloisonnement des classes où un même groupe se retrouve avec trois instituteurs.

Pour Mr Muret, président de la chambre parisienne des propriétaires, « si un locataire vit dans un appartement au dessus de ses moyens parce qu'il a eu le privilège de la loi de 1948, je ne vois pas du tout pourquoi on le maintiendrait et on lui donnerait un droit intangible ».

Si une clause de protection est prévue pour les personnes âgées à faibles revenus, par contre aucune n'envisage la protection des chômeurs partiels ou complets.

## logement

### ne libérez pas les II A !

15 000 locataires de la Région parisienne verraient leurs loyers augmenter !

Oui, le printemps est bien là. Les expulsions ont repris depuis le 15 mars, puisque comme nous le disions, c'est la date du printemps légal. Mais aux expulsions prévues depuis le 22 décembre et en souffrance vont s'ajouter celles que vont entraîner la libération des loyers de la catégorie « II A », qui touche environ 15 000 locataires dans Paris et les environs. Les appartements de la catégorie « II A » étaient en général dans des immeubles simples mais pas trop vétustes, le blocage des loyers permettait dans une cer-

taine mesure à des travailleurs modestes d'y habiter. Les lettres notifiant la libération des loyers sont envoyées ces jours-ci aux locataires, les avisant d'une « notification de congé » pour le 1<sup>er</sup> juillet.

Les locataires devront « négocier » le nouveau loyer avec le gérant ou le propriétaire... mais le gérant pourra légalement demander l'expulsion en cas d'échec des négociations. On voit ce que le mot négociation signifie pour le pouvoir.

## les temps modernes

### PORCELAINE CONTRE CANCER

Madame Simone Veil a remis deux coupes contre le cancer à deux départements pour leur générosité dans les collectes de 1975 pour financer les organismes de lutte contre le cancer. Une coupe de porcelaine pour la Savoie qui a recueilli 1,60 F par personne, une coupe d'argent pour les Hautes-Alpes qui ont recueilli 0,60 F par personne. On est impressionné.

### CONSEIL NATIONAL DE LA JEC

La Jeunesse Etudiante Chrétienne a tenu son conseil national de lundi à mercredi. La J.E.C s'est affirmée comme « une composante de l'ensemble du mouvement étudiant ». A partir d'une « base stratégique claire », la JEC entend rechercher « des alliances avec les travailleurs » et estime que « le développement de collectifs lycéens travailleurs peut être le meilleur point de départ d'un lien organique entre les lycéens et les ouvriers ». La JEC réaffirme à la fois sa volonté « d'instaurer une société socialiste autogestionnaire » et « transformer l'Eglise parce que son rôle est souvent en contradiction avec ce pourquoi elle lutte ». Nous y reviendrons.

### ELECTORALISTE JUSQU'A LA MORT

Le docteur Roger Bismuth médecin généraliste à Oyonnax s'est tiré une balle de 6/35 dans la tête. Sur une bande magnétique laissée à sa femme de ménage, il explique que son geste a été provoqué par le peu de voix qu'il a obtenues aux cantonales.

Le docteur, médecin dans cette ville depuis plus de 25 ans n'avait obtenu que 461 voix sur 10 042 suffrages exprimés au premier tour.

La France des notables retors, c'est nécessairement aussi celle des notables naïfs et même désespérés...

### MOUVEMENT DE LIBERATION DES CHATS : « MIAOU »

Quinze chats en expérimentation ont été libérés à l'Institut Pasteur. L'Institut a déposé plainte pour vol. Ce vol survient après la libération au CNRS d'autres chats, « soustraits à la torture » avaient déclaré les auteurs du rapt. L'Institut est tout surpris : « il n'est pas facile de voler 15 chats dans le pavillon, derrière des portes et des grilles fermées à clé et sous la surveillance des gardiens ».

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

## des fleurs et des pavés

### livres

Introduction à la littérature fantastique de Tzvetan Todorov. (coll. « Points », ed. Seuil, 17,50 F.)

Le célèbre texte théorique de Todorov, paru en 1970, vient d'être réédité dans la collection de poche « Points ». A un moment où l'intérêt pour la science fiction, le fantastique et les littératures de rupture semble s'accroître, cette réédition est la bienvenue dans la mesure où l'ouvrage de Todorov met clairement au point des définitions fondamentales et permet par là d'éviter la confusion entre la littérature fantastique et des genres en apparence fort proches (roman noir anglo-saxon, série, merveilleux instrumental, S-F).

Selon Todorov, le fantastique ne réside pas dans l'événement mystérieux. Cette approche aurait en effet un caractère essentialiste, la définition de la sur-nature dépendant bien sûr des systèmes de références et de valeurs propres à chaque époque, à chaque civilisation. En revanche, le fantastique réside dans l'hésitation éprouvée par un personnage, et par le lecteur, face à un événement défiant les lois naturelles telles que les définissent son temps et sa culture. Ce mécanisme, pour être efficace, exige que l'univers où se déroule l'action soit le même que celui du lecteur. Le réalisme constitue donc la condition de possibilité du fantastique. Le système de références définissant le réel dans une œuvre fantastique doit coller exactement au système de références définissant le réel dans les représentations collectives d'une époque et d'une culture données. Sinon l'événement insolite ne saurait être perçu comme tel, ne ferait pas rupture, ne poserait pas problème quant à son interprétation.

Dans cette perspective, le fantastique ne se réalise pleinement que lorsqu'il devient impossible d'appréhender l'événement, de le définir soit comme naturel, soit comme surnaturel. Ainsi, dans *Le tour d'érou* d'Henry James, le lecteur ne saura jamais si la narratrice est folle ou si les enfants dont elle a la charge entretiennent d'authentiques relations avec des revenants. Le procès d'hésitation et l'impossibilité de toute interprétation définitive ont d'ailleurs entraîné plusieurs théoriciens à voir dans ce court roman, dense et feutré, où il ne se passe presque rien, le chef d'œuvre du fantastique.

Quoi qu'il en soit, l'ouvrage de Todorov constitue la première tentative d'ensemble pour expliquer et analyser la production fantastique. Il faut donc le lire, l'assimiler mais aussi peut-être le critiquer, certains aspects de cette étude frisant parfois un certain formalisme esthétique, idéaliste. De plus, le livre de Todorov se place presque exclusivement dans le cadre d'une théorie des genres.

M.E.

## théâtre

### LE TRIANGLE FRAPPE ENCORE

de Marc'O et Patrice Mestral, avec Pierre Clémenti, Michèle Moretti, Bulle Ogier

*Le Triangle frappe encore* est une pièce où le peuple uni est le seul héros capable de faire face à tous les fléaux. C'est aussi une dénonciation de ce que la bourgeoisie appelle l'opinion publique (telle que les instituts d'opinion tentent d'en imposer l'image).

Sur scène s'affrontent d'un côté : l'opinion publique, le crieur de journaux qui la détermine, les flics obéissants à l'Hydre Suprême, les gens de la cité. Et de l'autre : le Triangle réunissant *Sexapeal*, la petite chanteuse de tangos qui chante sans cesse la vérité sur le meurtre d'un étranger, *Magisex*, et sa bague de diamant dont l'éclat ne peut être soutenu par les yeux des bourgeois car dans la pièce, elle a sa vraie valeur : la valeur travail (extraction de la pierre du fond de la mine) et *Unisex*, l'hermaphrodite qui tient le discours absolu de la femme : « Je suis la blessure du sexe ayant reconquis sa seconde moitié qui a nom le ciel... »

Les flics sont des prolétaires utilisés, ils sont robotisés comme l'Hydre Suprême mais aussi différents en ce sens qu'ils gardent leur humanité. Ils ont un peu les mouvements saccadés d'une marionnette. Quand aux gens de la cité, ils ont un jeu ressemblant à celui accepté traditionnellement au théâtre : recherche du « beau », gestes stridents, voix qui monte. On rit aussi pourtant. Le comique intervient à deux niveaux : les flics et les gens de la cité font rire parce qu'ils sont dupés et ont un comportement stéréotypé.

Enfin si *Le Triangle frappe encore* nous concerne, c'est parce qu'il fait état des rapports complexes qui existent entre l'art et la réalité. A cette question Marc'O donne sa propre réponse. A discuter.

Christine V.

REPRISE : 5 mai au 5 juin au palais de Chaillot et en province les 27, 28, 29, 30, avril à Bordeaux

# JAZZ + ROCK = DOLLARS

Ce son de basse électrique, rond et sans bavure, sur quoi tout calmement repose... cette percussion métronomique souvent virtuose mais jamais vulgaire... ces mélodies simples, construites sur une gamme ou un accord et qui ne bougent pas d'un poil du début jusqu'à la fin du morceau... Mais oui, vous connaissez : vous n'entendez que ça du soir au matin sur FIP, dans les Prisunics, partout. Aux rayons des disquaires, mises à part quelques vedettes nationales, c'est le record des ventes. En Amérique, la jeunesse n'écoute plus que ça... Puisqu'on vous le dit !

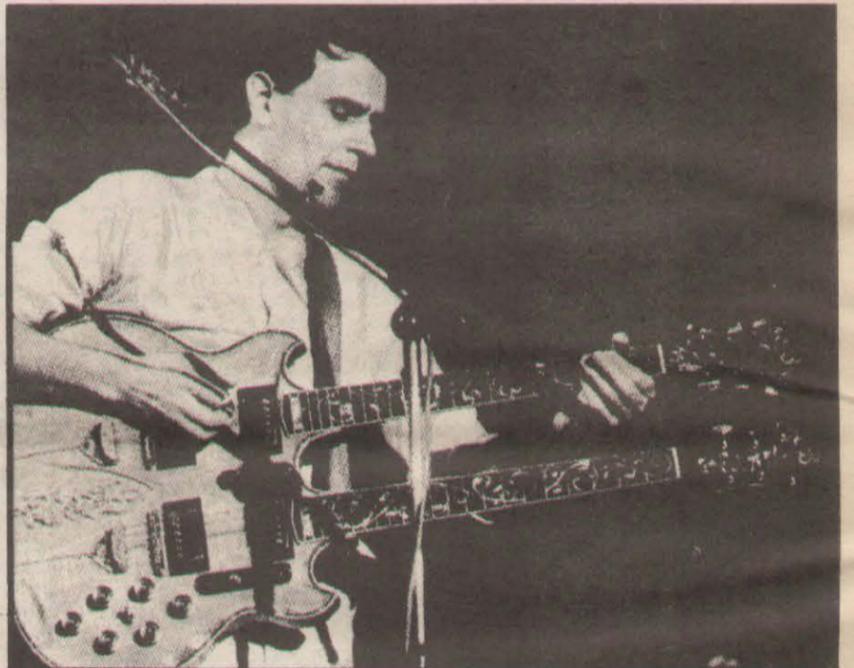
Le jazz n'avait jamais été une valeur sûre. Une clientèle, souvent aisée, mais peu nombreuse, suivait régulièrement la parution des albums de ses favoris. Selon les âges et les écoles, on s'arrêtait à Armstrong, à Charlie Parker, à Sonny Rollins. A la rigueur quelques enregistrements de Benny Goodman, Glenn Miller ou même de Duke Ellington ne déparaient pas dans une discothèque classique, apportaient une petite note polissonne à l'austère catalogue des siècles passés.

Quant au rock, s'il n'eut jamais droit de cité dans les discothèques des mélomanes, il fut le point de départ d'un bouleversement - culturel et musical - loin d'être achevé aujourd'hui. Signe de ralliement de la jeunesse blanche aux Etats-Unis, le rock représente un curieux paradoxe : issu directement du gospel et surtout du blues, le rock est une musique noire. Jusqu'à ce qu'un jeune blanc inconnu (un certain Elvis Presley) se mette - par goût et par provocation - à le chanter de sa voix blanche, la jeunesse blanche l'ignore. Et du jour où elle l'adopte comme élément indissociable de son mode de vie (c'est l'époque de la guerre de Corée), les noirs dans leur majorité s'en détournent pour un musique qui nous paraît, d'ici, autrement « blanche » qu'un rock agressif : la soul music - et un certain son de basse électrique - ... mais nous y reviendrons.

### DU ROCK A LA POP

Impérialisme oblige, le rock se répand en Europe comme une traînée de poudre. Il ne fera pas long feu. En dehors de

quelques puristes qui garderont les faveurs d'un large public sans renoncer à leur style (les Rolling Stones), le rock s'empâte et s'assoupit - au sens qu'il devient souvent de la soupe : cf l'iti-



John MAC LAUGHLIN

néraire exemplaire des Beatles - ou laisse place à une pop music beaucoup plus sophistiquée, cherchant - comme l'expliquait Ride dans son article sur les Who (Rouge n° 003) la reconnaissance culturelle de la bourgeoisie. Le rock semble revenir en force aujourd'hui mais en adoptant la défroque de la suspecte mode rétro. C'est bien plutôt le « jazz-rock » qui apparaît comme « la musique d'aujourd'hui ». Mais de quoi s'agit-il ?

### UNE EXPLOSION MUSICALE

Un dernier retour en arrière : le free-jazz. Quel rapport, dira-t-on, entre cette explosion de colère musicale et les tranquilles battements binaires du « jazz-rock » ? Aucun, justement. Le free-jazz n'est pas seulement une étape dans l'histoire de la musique afro-américaine. En même temps qu'il rompt (nous oblige à rompre) avec toutes les habitudes d'écoute du « jazz », en même temps qu'il se réapproprie toutes les formes de la musique noire (dont le rock) qui avaient été pillées par les blancs et leur show-business, il s'inscrit délibérément dans un courant politique, dans un discours idéologique qui assigne à cette musique un rôle social non plus seulement de distraction, mais de conviction. Le résultat ne se fait pas attendre : le public traditionnel du jazz fuit, tandis qu'une partie de la jeunesse, radicalisée par les victoires de la révolution coloniale, se reconnaît plus ou moins dans cette nouvelle musique.

### LA MUSIQUE DE L'IMPERIALISME

Le « jazz-rock », c'est le contraire. Le free-jazz avait tiré à lui tout ce qui, dans la musique du passé avait valeur de refus, de contestation. Le jazz-rock, lui, asseptise tout ce qu'il touche : le rock en gommant toute violence, tout

paroxysme, en arrondissant systématiquement les angles ; le jazz, en aplatisant sa dimension de l'improvisation à la répétition de figures rythmiques et mélodiques. Le jazz-rock ne déroule pas son histoire - c'est à dire ses contradictions - il installe un climat où il fait bon vivre tant que dure le concert. Une musique où il ne se passe rien. Autant dire qu'elle n'est pas un reflet très exact de son époque !

Les musiciens qui la font sont de plus en plus nombreux. Autour du noyau formé par les orchestres successifs de Miles Davis - qui, s'il n'est pas l'inventeur, est bien le maître du jazz-rock - des groupes se sont formés qui se produisent souvent et enregistrent beaucoup : Wayne Shorter et « Weather

report », Chick Corea et « Return to forever », Antony Williams, Keit Jarret, Billy Cobham, Stanley Clarke, John McLaughlin alias Mahavishnu sont les plus connus. Mais - surtout aux USA - une pléiade de musiciens vivent de cette musique. Souvent parce qu'ils ne peuvent pas en faire une autre.

Quasiment salariés de maisons de disques spécialisées, ils prêtent leurs noms à des conserves standards parfaitement interchangeable. Et la fusion commerciale des musiques va bon train. La même sauce (le fameux son de basse électrique par exemple) peut servir à plusieurs plats, comme dans les snack-bars. Soul-music, Reggae jamaïcain, jazz, variété, rythm'n blues, tout est servi dans ce potage sucré et écœurant. Seuls les concerts publics où il arrive que l'inattendu ait encore sa place, révèlent parfois des musiciens de talent étouffés par l'égalisation commerciale quand ils enregistrent en studio.

### LE VER EST DANS LE FRUIT

Le public, de plus en plus large, de cette musique se rendra compte des différences entre les enregistrements où il ne se passe rien et les concerts où, malgré tout (spectacle oblige), quelque chose se risqué à chaque fois...

En attendant, l'impérialisme musical triomphe : des musiciens de studio bien payés (mais sans plus) rapportent des fortunes aux maisons de disques américaines. Et les musiques des minorités opprimées (Afro-américains, Porto-ricains, Jamaïcains...) en passent désormais par les quatre volontés de la toute puissante industrie du monde libre. Mais il y a aussi ce son de basse, électrique ou pas, qui gronde et qu'on ne pourra pas toujours étouffer. Ce jour-là, gare aux bavures !

P.F. DOMAINE



Miles DAVIS, le maître du jazz-rock

## prise de parole



### VISCONTI : Anti-marxiste ou révolutionnaire ?

● Quelques mois à peine après la mort de Pasolini, « le cinéma italien est de nouveau en deuil », et le camarade P.L.T. de nous pondre, *Sadoul en main* (pour les dates), un émouvant hommage à celui qui fut l'une des plus grandes figures...

Un artiste aux multiples facettes, ce Visconti : marxiste dans les thèmes qu'il aborde, et « parallèlement », aristocrate décadent et fier de l'être. Ça, c'est de la dialectique ou je ne m'y connais pas ! Mais suffit-il vraiment de se pencher sur la condition misérable des pêcheurs siciliens et de s'émouvoir de la poésie d'un « intérieur humble » ou de « barques au sec sur la plage » pour « situer clairement son œuvre dans une thématique marxiste » ? Et surtout, le caractère social d'un sujet est-il la condition nécessaire et suffisante pour qu'un film ait une quelconque portée révolutionnaire, et n'est-on pas en droit de se poser cette question lorsque le réalisateur est un aristocrate admirateur de Thomas Mann, qui dépense les trois millions d'aide qui lui sont accordés dès les premières prises de vue (ce qui dénote déjà une certaine conception du cinéma) etc (à moins que sa sympathie pour le PCI ne soit une preuve de son « intégrité marxiste ») ?

Et encore ceci ne s'applique qu'aux premières œuvres de Visconti, car le succès aidant, il avait vite abandonné sa « thématique » favorite, pour s'attaquer à une autre nettement plus individualiste. Avec *Les Damnés*, *Mort à Venise*, *Ludwig*, *Violence et passion...* il était devenu l'un des meilleurs représentants d'un cinéma idéaliste, reflet fidèle de ses phantasmes, mettant en scène des personnages animés par un désir obscur, universel, au-dessus des conflits sociaux, qui n'était autre que le désir de Visconti lui-même, modelé par sa nature de classe. Fasciné par quelques thèmes « immortels » : l'homosexualité, la folie, la mort, l'art. Un cinéma renvoyant à une conception radicalement anti-marxiste de l'histoire, selon laquelle, comme le dit Bernard Sichère : « Le désir est en fin de compte le moteur de l'histoire » (1). Non, l'homosexualité

affichée de Visconti n'est pas subversive (du moins dans ses films), car elle n'est pas montrée comme refus conscient des lois arbitraires qui régissent la sexualité dominante, secrétée par un système répressif, mais comme aberration de la société capitaliste, ajoutant à la marginalité du héros, déjà génial et fou, « décalé par rapport au mouvement de l'histoire comme par rapport à la loi œdipienne » (1), indissociable de rapports sadiques et névrotiques. Mais mon propos n'est pas tant la dénonciation du caractère bourgeois du cinéma viscontien que celle de ce genre d'article qui ne détonnerait pas dans un quelconque journal « de gauche » (et encore !), tant il reproduit tous les clichés de la critique bourgeoise : rendre hommage au « grand » réalisateur disparu (grand = mondialement connu), rapide filmographie, citation de sa dernière interview, ses principales influences, ses préoccupations (= les pauvres au début de sa carrière, les « éphèbes » à la fin) etc. Or j'attends plus de la rubrique culturelle du quotidien, et j'ai la prétention de ne pas être seul, d'autant plus que ce n'est pas la première fois que j'observe dans les articles de PLT cette absence totale de méthode marxiste d'analyse, ou plus simplement d'esprit critique vis-à-vis de l'idéologie véhiculée par un film. Bref, les critiques de Rouge (de PLT ou d'autres) me semblent souvent se limiter à des critiques de contenu, sans tenir compte de son articulation avec la forme qui lui correspond, avec le discours tout entier et avec l'idéologie qui l'a produit et qu'il reproduit. Les couples brechtiens : distanciation/identification ou épique/dialectique semblent être encore d'actualité lorsque des films comme *Vol au-dessus d'un nid de coucou* sont encensés, sans seulement dire le caractère hollywoodien d'un tel film (il est vrai que ce n'était pas dans la rubrique culturelle...)

J.J.F.

(1) Bernard Sichère dans « le théâtre de la conscience bourgeoise », n° 8/9 de « L'autre scène ».

● Cela ne pouvait manquer : les hommages à Visconti se sont tous apesantis sur le paradoxe grand seigneur, décadent et marxiste.

Et si au contraire, les contradictions de Visconti étaient « typiques », seulement un des plus hauts exemples de ce que pouvait être, dans les décennies écoulées, un créateur révolutionnaire ? Les données cadres de la vie sociale des trente dernières années ont été à la fois la lente décomposition des valeurs dominantes et la reconstitution des forces mondiales prolétariennes entravées par le stalinisme. Dans une telle période, les meilleurs éléments des classes condamnées par l'histoire ont tendu vers le prolétariat, ont tenté le plus souvent de le joindre par l'intermédiaire de ses organisations bureaucratiques, ont été révolusés par elles et ont oscillé entre le désespoir et la recherche de valeurs sûres. Visconti a vécu tout cela en donnant la plus haute valeur plastique à la maîtrise de ses contradictions.

S'il a ressenti dans ses tripes le drame de la décadence de sa propre classe - et au-delà, de toute décadence, en

particulier celles des vies privées... et privées de sens par l'histoire - il est faux de l'assimiler à ses héros, du *Guépard* au professeur de *Violence et passion*, ne serait-ce que parce qu'à leur différence, il échappait à ces sortes de destins, par sa création. Mais un autre genre d'erreur est de couper l'œuvre de Visconti en deux, où seule serait « marxiste » la période de liaison au Parti communiste. Tout au contraire, l'unité de son œuvre n'a cessé de s'approfondir dans une compréhension, non dogmatique, du champ social des trajectoires individuelles qui l'ont attaché. Ses derniers films ne sont pas de fin de monde (comme par exemple ceux de Fellini) mais de la fin d'un monde, et l'on ne saurait tenir pour une faiblesse l'accent mis sur les valeurs à sauver de ce naufrage de la société bourgeoise.

Contre toutes les réserves de gauche (toujours plus ou moins teintées de « réalisme socialiste ») et les respectueuses ironies de droite, il faut réaffirmer que Visconti nous appartient totalement, à nous, révolutionnaires.

M.L.

## dans l'objectif

### PROVINCE

#### ROYAN

● Au festival de Royan, à 21 H Ballet du théâtre du silence avec trois créations mondiales de Brigitte Lefèvre, Jacques Garnier, et Lar Lubovitch.

### BANLIEUE

#### EVRY

● Les fêtes d'anniversaire de l'Agora d'Evry ville nouvelle ont provoqué la mise sur pied d'un festival du cinéma, dit « festival de la tendresse ». Curieux festival où ont voisiné des films aussi différents qu'*Alexandre le bienheureux* et *Jules et Jim*. Cela dit, il permet ce soir aux habitants du lieu de vois, au studio, un excellent film de Goretta (vous savez la Suisse. Ah bon !): *L'invitation*. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'amertume et la cruauté

feutrée y sont plus présentes que la tendresse !

#### BURES

● A la MJC intercommunale de Bures, 40 rue Charles de Gaulle, Pierre Lequement, Bernard Lavilliers et leur formation donnent un concert à 21 H.

#### CLICHY

● Le groupe Etude de Langue Arabe des Ateliers de Recherche et Création organise trois journées sur l'immigration et contre le racisme.

Le vendredi 26 Mars à l'A. R. C. à 20 H 30, théâtre la troupe Al Assifa « c'est la vie de château, pourvue que ça dure ». Prix 5 Frs.

Le samedi 27 mars à l'A. R. C. à 15 H, montages audio-visuels : mineurs marocains, A travail égal, salaire égal (Débat)

A 20 H, cinéma : « Mektoub » d'Ali Galem, « La rue du long » Débat.

Le dimanche 28 Mars au théâtre Rutebeuf à 15 H, Amor Klal, danseur tunisien et un groupe de chanteurs arabes, prix 10 Frs

Participation les samedis et dimanche Prix 15 Frs

En permanence, exposition de dessins et d'articles de journaux illustrés par les enfants immigrés.

3, rue du docteur Calmette, 92110 Clichy, Tél. 270.03.18 (de 15 à 21 H)

### PARIS

#### MUSIQUE

● Au nouveau Carré, Jam Hoot, 5, rue Papin, M° Réaumur-Sébastopol

#### THEATRE

● Avant-dernière aussi de *The Penny arcade peep show* par le plan K, d'après Burroughs. Les spectateurs voyeurs sont conviés à un

voyage dans l'espace-temps, dit le programme. 20 Frs (15 Frs pour les étudiants), à l'atelier de l'Épée de bois, cartoucherie de Vincennes.

#### SPECTACLE

● Soirée cabaret (comme tous les vendredis) à 21 H au restaurant « La Canaille ». Chansons (cette fois) avec José Perez et Sketches de Daniel Hergoz. Le tout pour la somme de 21 Frs (18 Frs de menu, plus 3 Frs pour les artistes). Réservations souhaitables, 278.09.71, 4 rue Grillon 75004

#### CINEMA

● Miro et Maro vont en bateau a changé de salle. Désormais, il passe tous les jours à l'Olympique à 20 H, 21 H, 22 H pour la modique somme de 5 Frs, 10 rue Royer Barret.

## ce soir, sur



Les libertés ou les prisons de Dieu

### LES FANATIQUES DE L'APOCALYPSE

On va parler des sectes religieuses, ce soir, sur FR3. Sans prétendre à un travail d'analyse, les réalisateurs ont voulu susciter une réflexion sur ce phénomène qui a surtout contribué à actualiser la campagne autour de la secte Moon.

Jean Penhard, qui est le sergent recruteur pour la France explique : « Il existe chez les jeunes une certaine soif intérieure, un besoin de renouveau spirituel ». Pour Moon, le but de son action est de donner un idéal à la jeunesse qui cherche dans nos sociétés en crise à trouver de nouvelles valeurs morales autres que celles de la Science, de la Religion... ou de la Révolution. Il enseigne à ses disciples qu'il existe le bien et le mal : Dieu et Satan. Que, sur terre Satan est personnifié par le communisme international et Moon le nouveau Christ qui est chargé de libérer le monde. C'est ici que se révèle le but de cette organisation : une immense entreprise de récupération de la révolte de la jeunesse à base de démagogie métaphysique colorée d'un brin d'exotisme oriental ; canaliser au profit des forces de la réaction, le potentiel révolutionnaire des jeunes. Moon confie son organisation allemande à un ancien nazi, V. Reiner. Son adjoint, le colonel Bo Hi Tkak, est l'ancien responsable du service de renseignements KCIA, filiale de la CIA en Corée du Sud. Chang Ching-Kuo, le fils de Tchang Kai-Chek, est son disciple. La boucle est bouclée, lorsque l'on ajoute au tableau d'honneur de la crapulerie internationale la manifestation que Moon a organisée en février 74 pour soutenir Nixon en difficulté avec le Watergate, avec comme mot d'ordre : « Dieu aime Nixon ».

Qu'elles s'appellent Moon, Gourrou Mahradji, Hare Krishna, Eglise de Scientologie ou Mission de la Lumière Divine, la seule fonction de ces sectes religieuses est d'inculquer une sérieuse overdose d'opium au peuple, pour défendre ce qui reste de la décadence de l'occident chrétien.

On pourrait bien rigoler ce soir sur FR3, si au delà de ce folklore et de ces vocations soudaines, « ne se cachait, comme le dit Hervé Chabalier, dans le Nouvel Observateur, une énorme entreprise de destruction de la personnalité et une incroyablement machine politico-financière qui sent le fascisme »...

H. Vega.

## télévision

### TF 1

- 16.05 L'Asie à notre porte  
Le Nord-Vietnam  
Il est, semble-t-il hors de question d'attendre de cette émission qu'elle nous parle des réalisations et de problèmes posés par le passage au socialisme au Nord-Vietnam. Ça nous étonnait aussi... C'est de la géographie « simplement », paraît-il...
- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir  
Les derniers outrages

### A 2

- 11.25 L'illusion scénique
- 21.30 Apostrophes  
Une nouvelle cuisine française ?  
Sans être anti-gastronome, les thèmes choisis par Bernard Pivot depuis quelques temps semblent s'appauvrir.
- 22.50 Ciné-Club  
Les sacrifiés, film américain de John Ford (1945) Qui dit John Ford, dit Tuniques bleues, charges de cavaleries ou tepees cheyennes. Habituellement... Car il y a eu des exceptions. Notamment ces *Sacrifiés*, où le bleu est remplacé par le kaki des GI's. Tourné à la fin de la seconde guerre mondiale, ce film en souffre un peu et n'évite pas le souffle patriotard.

### FR 3

- 19.55 Flash journal
- 20.30 Vendredi  
Les libertés ou les prisons de Dieu  
Une émission consacrée aux sectes religieuses qui reflowerissent... Tout un programme (Cf Ce soir sur FR 3)
- 21.30 Témoignage d'Israël  
Qui peut croire un seul instant au décor-carton-pâte qu'on nous présente ici ? Un joli tour de passe-passe pour éviter de parler d'Israël, du sionisme et des brûlants problèmes actuels.



## PEUGEOT BEAULIEU

# LA MAITRISE ATTAQUE L'ATELIER 70 !

Hier matin, donc, la direction avait remis en place le réseau de cars, croyant ainsi remplir son meeting prévu au même endroit et pratiquement à la même heure que celui des syndicats. Deux mille travailleurs étaient là, certes, et à la fin du meeting, la direction fut interrompue par les slogans « Peugeot doit négocier... ». A cela les cadres et les hommes de main de la direction répondent en se massant devant les portières pour qu'elles soient ouvertes. Les responsables CGT appellent alors à la dispersion. Ils demanderont aux travailleurs de sortir quand une quinzaine de flics accompagnés d'un commissaire se présentent « pour éviter des troubles éventuels » ! La portière est alors ouverte et 150 cadres étonnés de voir aucun travailleur leur emboîter le pas rentrent alors, seuls. Restés dehors, les gars qui étaient venus attendre des perspectives et encore une fois, rien ne leur est proposé : au meeting syndical deux micros, l'un CGT, l'autre CFDT avaient symbolisé la division existante, et là encore aucune initiative n'est prise. De fait, petit à petit, donc une grande partie va repartir, tandis que les autres se massent devant la portière. A l'intérieur l'atelier du 70 (atelier produisant les pièces pour Sochaux) est encore bloqué par une centaine de travailleurs résolus.

Ainsi, la direction qui espérait que le gros des travailleurs rentrerait à surement été déçue, mais elle ne baisse pas les bras, bien au contraire : déjà elle annonce la reprise pour ce matin même et précise avec cynisme « qu'il est prévu de travailler samedi ». Soyons sur que ce matin, elle risque de renouveler son scénario d'hier. Peut-être même va-t-elle le muscler, car les DS qu'elle cherchait à embaucher par le biais de NOTA se voyaient proposer de commencer le travail vendredi.

Correspondants Beaulieu.



### Dernière minute.

La maîtrise a attaqué hier après-midi l'atelier 70 dans lequel des ouvriers s'étaient retranchés. Il ne restait donc hier en fin d'après-midi aucun gréviste dans l'entreprise. Les ouvriers restaient donc dehors et attendaient des consignes syndicales, se demandant avec angoisse ce qu'il fallait faire. Mais rien ne leur est proposé : ainsi deux camions de pièces détachées seront démenagés finalement en fin d'après-midi, sans opposition. Le bruit court même que les machines servant à fabriquer les pots d'échappement seraient embarquées... Et là encore rien n'est proposé ! Pire même, la division syndicale devient encore plus manifeste.

La CGT organise une signature de pétition pour réclamer 150 F et non pas les 300 F de la revendication initiale !

Devant une telle passivité il est donc à craindre que la grève s'effiloche totalement dans l'amertume.

Dans un meeting à Sin-le-noble, Georges Séguy a déclaré : « La CGT et la CFDT seront bientôt prêts à frapper un grand coup sur le plan national pour faire sauter le verrou opposé par l'Etat et les patrons aux revendications des travailleurs ». Georges Séguy a également protesté contre la répression syndicale dans le bassin minier du Nord. A propos de la grève SNCF, il a dénoncé la signature du contrat salarial par la CFTC et FO.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au « Journal ROUGE »,  
2 rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnement)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....  
VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)		ETRANGER	
NORMAL	COLLECTIVITES	1 AN	3 MOIS
1 AN 300 F	1 AN 200 F	1 AN 500 F	3 MOIS 130 F
6 MOIS 150 F	6 MOIS 100 F	6 MOIS 250 F	
3 MOIS 80 F			

Chèques à l'ordre de Daniel BENSARD, SANS AUCUNE AUTRE MENTION.  
(Pour les plis fermés, écrire au journal)

## GRANDE-BRETAGNE

### Le remplacement de Wilson

# MICHAEL FOOT EN TETE AU PREMIER TOUR

Après la défaite de leur équipe, devant l'équipe de France de rugby à quinze dimanche dernier, les téléspectateurs britanniques peuvent avoir ce soir quelques motifs de satisfaction en regardant les informations télévisées. Pour la première fois, depuis le mois d'avril 1974, le chômage est en baisse en Grande Bretagne. Le nombre des personnes sans emploi s'établit à la mi-mars à 1 284 915 personnes, en diminution de 1950 par rapport au mois de février.

L'événement de la journée est incontestablement la victoire du ministre de l'emploi, Michael Foot, candidat de la gauche, au premier tour des élections pour la succession de M. Harold Wilson. Avec 90 voix, contre 84 à James Callaghan (Affaires étrangères), 56 voix à Roy Jenki (Intérieur), 37 voix à Tony Benn (Energie) et 17 voix à Antony Crosland (Environnement), le ministre de l'emploi remporte une victoire tactique d'importance. Aussitôt après l'annonce des résultats de ce premier tour, M. Tony Benn l'autre candidat de la gauche du Parti travailliste a annoncé qu'il se retirait en faveur de M. Foot.



James Callaghan Michael Foot

Certes, l'annonce faite mardi de la réduction du chômage, a certainement redoré le blason du ministre de l'Emploi, et sa victoire au premier tour ne peut que favoriser cette tendance. Mais il ne semble pas que cela puisse lui suffire pour, après le second tour le 30 mars, franchir le seuil du 10 Downing Street où habite traditionnellement le Premier ministre.

Selon un sondage publié jeudi, avant que ne soient connus les résultats du premier tour, James Callaghan devrait devenir sous peu le nouveau Premier ministre britannique. Il obtiendra à coup sûr le soutien de Roy Jenkins et Antony Crosland, candidats de la droite du Parti.

J.T.



## BARRACUDA CONTRE MAREE NOIRE (Photo AFP)

Barracuda, le navire atelier hollandais est maintenant relié par la proue au château arrière de l'Olympic Bravery, mais toujours aussi impuissant à cause du mauvais temps.

Les plongeurs ont repéré non pas une mais quatre brèches par où s'écoule le mazout. Mr Tanguy, responsable à Quessant du plan Polmar affirme lui-même, ne pas être optimiste sur les chances de succès.

Il y a plus grave : le vent est passé à l'ouest et entraîne une nappe large de 3 à 10 mètres et

longue de plusieurs centaines de mètres, non plus vers l'anse de Yusin où le mazout s'était localisé jusqu'ici, mais vers l'est de l'île, dans une zone difficile d'accès où le nettoyage est encore plus difficile. Tout cela n'arrête pas les belles inaugurations et les « premières » dans le petit monde des armateurs et des super-pétroliers : le terminal du Havre-Antifer vient de recevoir son premier navire et l'on s'apprête à le recevoir du grande pompe ; il s'agit de l'Andros Petros, le plus gros pétrolier jamais venu en France, 450 000 t, à Fos sur mer le 26 mars.

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

# POUR QUE ROUGE VIVE

Ancien total	20 933,40
Souscription militante	810,00
Vendeurs de crêpes IUT Villetaneuse	20,00
Diffuseurs Villetaneuse	170,00
Diffuseurs Meaux	60,00
Diffuseurs St Denis	100,00
Diffuseurs St Etienne	1480,00
Diffuseurs Auxerre	620,00
Diffuseurs Gisors	30,00
Souscription militante	1580,00
<b>Nouveau total</b>	<b>25783,40</b>

Je suis inscrit  
mais j'ai souscrit !!



## dernières nouvelles

### ACTION MILITAIRE AMERICAINE CONTRE CUBA ?

Les plus hauts responsables des forces armées américaines étudient actuellement les possibilités d'intervention militaire contre Cuba, a déclaré jeudi William Greener, porte-parole du Pentagone. Cet examen a-t-il précisé, a lieu au Conseil national de sécurité avec la participation des chefs d'Etat-major. Il a ajouté qu'il n'y avait pas d'Etat d'alerte, que deux destroyers américains se

trouvaient actuellement à la base de Guantanamo et que des unités de la flotte de l'atlantique font des manœuvres au large de la base, ce qui est normal.

Depuis que l'administration a adressé avertissement sur avertissement à Cuba, il y a trois jours, de nombreux responsables du Pentagone ont laissé entendre en privé qu'ils ne sont nullement disposés à appuyer une éventuelle opération militaire contre Castro.

Cependant M. Fred Harris, candidat à l'investiture du Parti Libéral pour les élections présidentielles, a déclaré qu'il avait appris de source

sûre que l'administration Ford préparait un blocus de Cuba qui serait appliqué si les troupes cubaines intervenaient à nouveau en Afrique. A. F. P.

● Le prochain président de la République portugaise pourrait être un civil, a indiqué jeudi le général Ramalho Eanes, chef de l'Etat-major de l'Armée de terre et membre du Conseil de la révolution.

Le général Eanes qui visitait le régiment d'infanterie de Caldas da Rainha (à environ 100 Km au nord de Lisbonne) a confirmé que pour sa

part il ne serait pas candidat à la magistrature suprême.

Interrogé sur les rumeurs persistantes d'un éventuel retour de l'ex-général Spínola, le général Eanes a souligné que si l'ancien chef de l'Etat rentrait au Portugal, il serait arrêté car il y a un mandat d'arrêt contre lui.

(AFP)

### LE RAPPORT PINOT

« Une activité qui ne rend pas service qu'aux prostituées. » écrit dans son rapport, qui vient d'être

rendu, Mr Pinot, chargé par l'Elysée d'une mission d'exploration sur la prostitution. Ce rapport traînait sur le bureau de Giscard depuis deux mois. C'est que, prenant largement en considération les revendications des prostituées, il embrasse fort les commanditaires de Mr Pinot. A sa manière, il lève le voile sur l'hypocrisie des pouvoirs publics en la matière. Rien de subversif pourtant dans tout cela : Pinot ne fait que proposer un aménagement de la condition des prostituées. Pour notre part, nous continuerons sans relâche à lutter contre la prostitution, en bloc.